

Commission Nationale d'Évaluation et de Suivi
de la Stratégie Alimentaire

Secrétariat Technique

Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU

**UN SONDAGE:
SOURCES ET BESOINS D'INFORMATION DES COMMERÇANTS
SUR LE MARCHÉ CEREALIER AU MALI**

par Philip STEFFEN

Document de Travail No. 90-01

Avril 1990

Accord de Coopération MSU/USAID (No. DAN-1190-A-00-4092-00)
sur la Sécurité Alimentaire en Afrique

Avant-Propos

Nous présentons ici les résultats d'un sondage auprès d'une centaine de commerçants de céréales entre mai et juin 1989 sur leurs sources et leurs besoins d'information pour le commerce céréalier pendant que les résultats sont toujours informateurs et à jour.

Ces résultats sont publiés dans le but d'informer les décideurs politiques maliens et leurs partenaires donateurs, surtout en ce qui concerne les grandes orientations du SIM et son amélioration continue comme outil indispensable à rendre le marché céréalier plus transparent pour tous les agents de la filière.

La responsabilité des idées, commentaires et arguments exprimés dans ce Document et pour toutes erreurs éventuels de faits, de calculs ou d'analyses résultantes incombe exclusivement à son auteur. Il se réserve le droit de changer les chiffres, au stade provisoire, à tout moment.

Remerciements

Il est opportun, pour la dernière fois, de remercier les anciens enquêteurs du Projet Sécurité Alimentaire en reconnaissance de leur loyauté et diligence au travail, (pour quelques'uns (*), pendant quatre ans):

*David KEITA	Superviseur-général
*Aboudou DIARRA	Bamako
*Boubacar N. KEITA	Bamako
*Tahirou COULIBALY	Koutiala, Sikasso et Ségou
Moussa TRAORE	Mopti
Mamo Boubeye MAIGA	Tombouctou
Moussa MAIGA	Gao
Younoussa MAIGA	Ansongo
Papa Oumar BAH	Bourem

Il est clair que la qualité des réponses est due, en grande partie, aux bons rapports de confiance que nos enquêteurs ont pu établir avec les commerçants de leurs échantillons respectifs.

Je remercie également nos trois institutions collaboratrices, d'abord la Commission Nationale d'Evaluation et de Suivi de la Sécurité Alimentaire (CESA) et son Secrétariat Technique, la Michigan State University (MSU) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID), pour leur appui administratif, intellectuel et financier continu à ce genre de recherches. Plus particulièrement, je remercie mon collègue, John STAATZ, pour ses commentaires très utiles sur le brouillon de ce Document.

Finalement, je remercie très sincèrement les membres de nos échantillons de commerçants de céréales qui répondaient avec patience inlassable à nos nombreuses questions, mois après mois. Je leur suis très redevable. C'est la politique céréalière, dont les prises de décision sont basées de plus en plus sur des informations pertinentes fiables et sur une meilleure connaissance du fonctionnement des marchés, qui est le bénéficiaire direct de la bonne volonté et de l'esprit de collaboration des commerçants-répondants.

Table des Matières

	Page
I. Introduction	1
A. Introduction au sondage	1
B. Le degré d'être informé sur le marché céréalier: un premier aperçu de l'échantillon	2
II. Les Sources habituelles d'information sur le marché céréalier	4
A. Lieux habituels d'approvisionnement en céréales	4
B. Lieux habituels de vente de céréales	8
C. L'emploi du téléphone	13
III. Les besoins clefs d'information pour la planification des stratégies commerciales	17
A. L'importance de divers facteurs liés au commerce céréalier et le degré d'être informé à propos de ces facteurs	17
B. Les facteurs pour lesquels les commerçants aimeraient avoir plus d'information de façon régulière	18
C. Les implications pour le SIM	23
IV. Un Sondage des opinions sur le Système d'Information sur le Marché (le SIM)	25
A. Le désir du SIM	25
B. La lecture du <u>Bulletin Trimestriel</u> SIM	27
C. L'écoute des radio-communiqués SIM	29
V. Conclusions et implications globales pour le SIM	32
Références	34
Annexes	
1. Méthode de l'échantillonnage des commerçants-répondants	35
2. Informations clés sur le marché céréalier et le degré d'être bien informé	36
3. Les facteurs pris en compte dans les négociations commerciales	72
A. Prix d'achat	72
B. Prix de vente	76
4. Les coûts d'être mal informé: des exemples de l'échantillon	80
5. Note sur le Projet Sécurité Alimentaire	84

Partie I Introduction et Échantillonnage

A. Introduction au Sondage

Ce Document de Travail vise à:

1. mieux comprendre les mécanismes de formation des prix par les commerçants de céréales;
2. identifier les sources habituels d'information sur le marché céréalier;
3. identifier les besoins clefs d'information pour la planification des stratégies commerciales; et
4. sonder les opinions sur le Système d'Information sur le Marché (le SIM) géré par l'OPAM.

A cette fin, le Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU a fait passer un questionnaire, Besoins et Sources d'Information pour le Commerce Céréalier, auprès de plus d'une centaine de grossistes et demi-grossistes de céréales dans six des sept régions du Mali en mai et juin 1989.

Les répondants ont été répartis entre neuf villes comme suite:

Bamako	N = 31
Koutiala	N = 8
Sikasso	N = 7
Ségou	N = 9
Mopti	N = 13
Tombouctou	N = 11
Gao	N = 12
Ansongo	N = 3
Bourem	N = 11
Totale	N = 105

Afin de mieux protéger la confidentialité des commerçants peu nombreux à Ansongo, les réponses d'Ansongo sont regroupées avec celles de Bourem, tous les deux étant chefs-lieux de cercle dans la région de Gao. Les réponses conjointes sont désignées comme "Ansongo-Bourem", sans pour autant porter préjudice à leur exactitude.

La légère variation dans le nombre global de réponses d'une question donnée à une autre est due au fait que des commerçants ont pris l'option de ne pas y répondre. Ainsi, les réponses manquantes ne sont pas présentées.

Jeter un coup d'oeil à la répartition des commerçants-répondants ci-dessus montre un certain biais en faveur d'une part de Bamako et d'autre part des "zones déficitaires" de Tombouctou et Gao, chacun de ces deux groupements représentant environ un-tiers de l'échantillon global. Pour écarter ce biais, les réponses sont d'habitude ventilées par ville ou en pourcentages des commerçants de la ville donnée.

Jusqu'à un certain point, les réponses reflètent la saison de l'année pendant laquelle on a fait passer les questionnaires (juste à la veille de la soudure) aussi

bien que l'influence de la campagne record de 1988/89 (campagne qui a suivi trois bonnes récoltes successives). On croit, quand même, que ces influences n'ont pas faussé indûment les orientations globales des réponses.

Il est à noter que par l'appellation "commerçants," il est sous-entendu "commerçants-répondants" -- c'est-à-dire, ceux qui ont effectivement répondu au questionnaire et pas forcément tous les commerçants de céréales de la ville. (Une note sur la méthode d'échantillonnage pour ce sondage se trouve dans l'Annexe 1).

B. Le degré d'être informé sur le marché céréalier: un premier aperçu de l'échantillon

Juste au début du sondage, on voulait savoir si les commerçants se considéraient généralement bien informés sur le marché céréalier pour la gestion de leurs affaires. Globalement, presque cinq commerçants sur six croient qu'ils sont généralement bien informés. Le **Tableau 1** à double entrée montrant les réponses, indique le nombre d'années que le répondant a exercé personnellement la profession de commerçant de céréales.

Tableau 1

La Répartition de commerçants qui se considèrent généralement bien informés sur le marché céréalier pour la gestion de leurs affaires, selon l'expérience

NOMBRE D'ANNEES DANS	GENERALEMENT BIEN INFORME?		Total	
	Oui	Non		
0-4 ans	11 73,3%	4 26,7%	15	100,0%
5-9 ans	34 72,3%	13 27,7%	47	100,0%
10-14 ans	20 100,0%		20	100,0%
15-19 ans	9 100,0%		9	100,0%
20 ans ou plus	8 100,0%		8	100,0%
Total	82 82,8%	17 17,2%	99	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Comme attendu, le **Tableau 1** indique que des "nouveaux entrants" dans le commerce céréalier, ceux avec moins de 10 ans d'expérience, se considèrent généralement moins informés sur le marché céréalier. A peu près un-tiers dans les catégories, 0-4 ans et 5-9 ans, se déclarent ne pas être généralement bien informés. D'après tous les commerçants ayant au moins de dix ans d'expérience, ils se considèrent généralement bien informés "à leur façon", c'est-à-dire qu'ils sont bien informés sur les aspects du commerce céréalier qui les concernent directement.

Le **Tableau 2** donne les réponses à la même question, cette fois-ci décomposées par ville. Contrairement à toute attente, le commerce dans la capitale ne semble pas avoir engendré une plus grande proportion de commerçants mieux informés. Les deux-tiers de commerçants de Bamako se considèrent généralement bien informés et environ le même pourcentage prévaut à Ansongo-Bourem. Ailleurs, tous les commerçants, sauf ceux de Gao, prétendent être généralement bien informés.

Tableau 2
La Répartition de commerçants qui se considèrent généralement bien informés sur le marché céréalier pour la gestion de leurs affaires, par ville

VILLE	GENERALEMENT BIEN INFORME?		Totale	
	Oui	Non		
Bamako	19 63,3%	11 36,7%	30	100,0%
Koutiala	8 100,0%		8	100,0%
Sikasso	7 100,0%		7	100,0%
Ségou	7 100,0%		7	100,0%
Mopti	13 100,0%		13	100,0%
Tombouctou	11 100,0%		11	100,0%
Gao	10 83,3%	2 16,7%	12	100,0%
Ansongo-Bourem	9 69,2%	4 30,8%	13	100,0%
Total	84 83,2%	17 16,8%	101	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

D'une manière générale, cinq commerçants sur six se déclarent bien informés. Tout de même, comme il sera montré dans l'Annexe 2, plusieurs commerçants semblent avoir changé d'idée, en disant qu'ils étaient souvent mal informés ou pas du tout informés en ce qui concerne un sujet particulier.

Ensuite, pour savoir comment les commerçants se tiennent à jour, on leur a demandé la séquence par laquelle ils apprennent des informations pertinentes relatives aux événements récents qui affectent le marché céréalier.

Plus de 40 pourcent de commerçants répondent qu'ils sont normalement parmi les tout premiers d'apprendre quelque chose de pertinente. An almost equal number of commerçants se mettent avec ceux au milieu, en disant qu'ils compte sur leurs contacts de s'en tenir informé, mais qu'à leur tour ils informent aussi d'autres. Few commerçants claimed to be among the very last to know.

Les résultats se décomposent d'abord par l'ancienneté dans la profession dans le **Tableau 3**.

Tableau 3**Séquence des commerçants d'apprendre des informations pertinentes relatives au marché céréalier, par ancienneté**

NOMBRE D'ANNÉES DANS LE COMMERCE CÉRÉALIER	SÉQUENCE D'EN APPRENDRE						Totale	
	parmi les tout premiers d'en apprendre		d'habitude, au milieu		parmi les tout derniers d'en apprendre			
0-4 ans	7	50,0%	5	35,7%	2	14,3%	14	100,0%
5-9 ans	15	31,9%	21	44,7%	11	23,4%	47	100,0%
10-14 ans	11	57,9%	7	36,8%	1	5,3%	19	100,0%
15-19 ans	5	55,6%	4	44,4%			9	100,0%
20 ans ou plus	5	62,5%	3	37,5%			8	100,0%
Totale	43	44,3%	40	41,2%	14	14,4%	97	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Here there is no discernible pattern between length of time in the profession and how soon the commerçant learns about something relevant to the grain trade. Interestingly, le sous-groupe le plus grand, ces commerçants avec au moins cinq ans d'expérience (5-9 ans) show the lowest percentage of being parmi les tout premiers d'apprendre.

Tableau 4**Séquence des commerçants d'apprendre des informations pertinentes relatives au marché céréalier, par ville**

VILLE	SÉQUENCE D'EN APPRENDRE						Totale	
	parmi les tout premiers d'en apprendre		d'habitude, au milieu		parmi les tout derniers d'en apprendre			
Bamako	9	31,0%	12	41,4%	8	27,6%	29	100,0%
Koutiala	2	25,0%	5	62,5%	1	12,5%	8	100,0%
Sikasso	1	14,3%	5	71,4%	1	14,3%	7	100,0%
Ségou	1	14,3%	6	85,7%			7	100,0%
Mopti	12	92,3%	1	7,7%			13	100,0%
Tombouctou	5	45,5%	6	54,5%			11	100,0%
Gao	9	75,0%	2	16,7%	1	8,3%	12	100,0%
Ansongo-Bourem	5	41,7%	4	33,3%	3	25,0%	12	100,0%
Totale	44	44,4%	41	41,4%	14	14,1%	99	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989

Finalement, le **Tableau 4** ci-dessus résume les mêmes réponses en fonction de ville. Tous les commerçants de Mopti, sauf un seul, se classent parmi les tout premiers d'apprendre quelque chose de pertinente. Ce degré élevé de se considérer bien informés se répétera à Mopti throughout most du questionnaire. On voit que personne de Mopti, Ségou et Tombouctou ne se met parmi les tout derniers d'en apprendre.

Partie II. Les Sources habituelles d'information sur le marché céréalier

A. Lieux habituels d'approvisionnement en céréales

La bonne connaissance des conditions du marché céréalier suppose l'accès simultané aux diverses sources d'information. On a demandé aux commerçants d'identifier d'abord leurs sources d'information sur les prix et les conditions du marché de leurs lieux habituels d'approvisionnement.

Les résultats se trouvent dans le **Tableau 3** (à la page suivante). Notons que les pourcentages se basent seulement sur le nombre de vraies réponses et que les réponses manquantes sont exclues du calcul.

Les contacts professionnels ou commerciaux sont en tête de la liste des sources d'information, ce qui indique l'importance relative des relations de confiance. A peu près onze commerçants sur douze (92,2 pourcent) profitent de leurs fournisseurs comme source d'information sur les conditions du marché "en amont," entre autres sources. Un peu plus de dix sur douze (86,5 pourcent) citent aussi d'autres commerçants, bien que cette catégorie chevauche sur la première. Un peu moins de neuf commerçants sur douze (72,3 pourcent) citent des contacts familiaux ou sociaux, parents ou amis personnels.

Les sources institutionnelles d'information sont au bout de la liste. La nouveauté du Système d'information sur le marché céréalier (le SIM), lancé juste quelques cinq mois avant le passage du questionnaire, se reflète dans les réponses. Moins de la moitié (46,0 pourcent) indique que les radio-communiqués SIM sont une source d'information aux lieux d'approvisionnement. Encore moins des commerçants (9,8 pourcent) citent le Bulletin Trimestriel SIM comme une telle source.

Le **Tableau 4** décompose les résultats par ville et par pourcentage des commerçants dans la ville pour les trois sources d'information les plus fréquemment citées. La grande majorité des commerçants, sinon tous, citent comme source les fournisseurs et d'autres commerçants. L'exception semble être à Gao. Quant aux parents ou amis personnels comme source, la gamme s'élargit entre 100,0 pourcent (Ségou et Ansongo-Bourem) et 50,0 pourcent (Gao).

Tableau 3
Hiérarchie des sources d'information des commerçants sur les prix et les conditions du marché céréalier aux lieux habituels d'approvisionnement

	Nombre	Pourcent	
Mes propres fournisseurs	95	92,2%	(N = 103)
D'autres commerçants	90	86,5%	(N = 104)
Mes parents ou amis personnels	73	72,3%	(N = 101)
Des transporteurs	61	59,2%	(N = 103)
Mes agents ou intermédiaires sur le terrain	52	50,5%	(N = 103)
Les radio-communicés SIM sur le marché céréalier	46	46,0%	(N = 100)
La Chambre de Commerce (CCIM)	17	16,5%	(N = 103)
Le <u>Bulletin Trimestriel</u> SIM sur le marché céréalier	10	9,8%	(N = 102)
Le journal, <u>L'Essor</u>	3	2,9%	(N = 103)
Les agents des Affaires Économiques	2	2,0%	(N = 102)
Des producteurs eux-mêmes	2	66,7%	(N = 3)
L'administration	1	1,0%	(N = 102)
D'autres sources	13	15,3%	(N = 85)

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Tableau 4
Les trois premières sources d'information des commerçants sur les prix et les conditions du marché céréalier aux lieux d'approvisionnement, par ville et par ordre d'importance décroissant

SOURCES D'INFORMATION PAR VILLE	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Mes propres fournisseurs			
Bamako	29	30,5%	93,5%
Koutiala	8	8,7%	100,0%
Sikasso	7	7,4%	100,0%
Ségou	9	9,5%	100,0%
Mopti	12	12,6%	92,3%
Tombouctou	9	9,5%	81,8%
Gao	9	9,5%	75,0%
Ansongo-Bourem	12	12,6%	92,3%
Total	95	100,0%	
D'autres commerçants			
Bamako	25	27,8%	80,6%

Koutiala	8	8,9%	100,0%
Sikasso	7	7,8%	100,0%
Ségou	9	10,0%	100,0%
Mopti	13	14,4%	100,0%
Tombouctou	10	11,1%	90,9%
Gao	5	5,6%	41,7%
Ansongo-Bourem	13	14,4%	100,0%
Total	90	100,0%	
Mes parents ou amis personnels			
Bamako	17	23,3%	54,8%
Koutiala	7	9,6%	87,5%
Sikasso	4	5,5%	57,1%
Ségou	7	9,6%	77,8%
Mopti	11	15,1%	84,6%
Tombouctou	8	11,0%	72,7%
Gao	6	8,2%	50,0%
Ansongo-Bourem	13	17,8%	100,0%
Total	73	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989

On a demandé aux commerçants s'ils payaient délibérément quelqu'un d'autre au comptant pour l'information sur les prix et les conditions du marché aux lieux d'approvisionnement (en dehors des agents engagés ou intermédiaires sur le terrain et à part des services ou arrangements habituels réciproques qui pourront s'imposer). Les réponses, montrées dans le **Tableau 5** ci-dessous, indiquent que presque personne (2,0 pourcent seulement) n'engage quelqu'un de façon délibérée pour la transmission de telles informations. Vu le recours étendu à d'autres sources "non-payées" citées dans le Tableau 5, il n'est pas étonnant que la valeur marginale d'une source additionnelle d'information ne vaille pas le coût pour l'écrasante majorité des commerçants.

Tableau 5
Nombre de commerçants qui paient délibérément quelqu'un d'autre pour
obtenir l'information sur les prix et les conditions du marché céréalier aux
lieux habituels d'approvisionnement

VILLE	QUELQU'UN D'AUTRE PAYE POUR		Total	
	Oui	Non		
Bamako		29 100,0%	29	100,0%
Koutiala		8 100,0%	8	100,0%
Sikasso		7 100,0%	7	100,0%
Ségou		8 100,0%	8	100,0%
Mopti		12 100,0%	12	100,0%
Tombouctou	2 18,2%	9 81,8%	11	100,0%
Gao		12 100,0%	12	100,0%
Ansongo-Bourem		12 100,0%	12	100,0%
Total	2 2,0%	99 98,0%	101	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Puisque presque aucun commerçant ne paie pour l'information sur les marchés, un coup d'oeil sur la distribution des réponses peut être utile pour l'usage des agents agents ou des intermédiaires et des transporteurs comme sources d'information.

Selon le **Tableau 6** (à la page suivante), les commerçants des zones productrices de Koutiala, Sikasso et Ségou dépendent très fortement des agents-acheteurs sur le terrain. Ailleurs, les commerçants semblent moins dépendre des relations directes avec les agents sur le terrain comme source d'information qu'ils dépendent des commerçants d'autres villes ou des transporteurs (par exemple, les cas de Bamako et de Mopti). Aucun commerçant de Gao ne dépend de ses agents sur le terrain comme source d'information aux lieux d'approvisionnement, résultat un peu surprenant à la lumière de la production céréalière significative tout au long du fleuve dans la région.

Tableau 6

**L'emploi des agents ou des intermédiaires sur le terrain et des transporteurs
comme source d'information sur les prix et les conditions du marché
céréalière aux lieux d'approvisionnement**

L'EMPLOI DES AGENTS SUR LE TERRAIN	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Mes propres fournisseurs			
Bamako	15	28,8%	48,4%
Koutiala	8	15,4%	100,0%
Sikasso	7	13,5%	100,0%
Ségou	7	13,5%	87,5%
Mopti	4	7,7%	30,8%
Tombouctou	4	7,7%	36,6%
Gao	0	0,0%	0,0%
Ansongo-Bourem	7	13,5%	53,8%
Total	52	100,0%	
L'EMPLOI DES TRANSPORTEURS			
Bamako	24	39,3%	77,4%
Koutiala	8	13,1%	100,0%
Sikasso	2	3,3%	33,3%
Ségou	6	9,8%	66,7%
Mopti	9	14,8%	69,2%
Tombouctou	3	4,9%	27,3%
Gao	1	1,6%	8,3%
Ansongo-Bourem	8	13,1%	57,1%
Total	61	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

B. Lieux habituels de vente de céréales

Des questions similaires ont été posées sur les sources d'information sur les prix et les conditions du marché céréalière aux lieux habituels de vente. Le **Tableau 7** montre des réponses similaires à celles des lieux d'approvisionnement. Ici "mes détaillants eux-mêmes" remplacent "mes propres "fournisseurs."

Le recours à d'autres commerçants et des détaillants est le plus fréquent (88,3 pourcent pour chaque catégorie), suivi des parents ou amis personnels (67,6 pourcent). Le rang des transporteurs et des agents ou intermédiaires sur le terrain s'est inversé dans les lieux de vente par rapport aux lieux d'approvisionnement.

Cette fois-ci, un peu moins de commerçants citent les radio-communiqués SIM comme source d'information sur les lieux de vente (40,6 pourcent) par rapport aux lieux d'approvisionnement (46,0 pourcent, Tableau 5), pendant que le nombre de commerçants citant le Bulletin Trimestriel SIM n'augmente que d'un (10,7 pourcent). Le pourcentage citant la Chambre de Commerce se divise en deux entre source d'information sur les lieux d'approvisionnement (16,5 pourcent, Tableau 5) et source d'information sur les lieux de vente (8,9 pourcent).

Le **Tableau 8** montre la répartition des réponses par ville des trois premières sources d'information les plus fréquemment citées. La dépendance d'autres commerçants et des détaillants est plus ou moins identique, ville par ville. Une certaine dépendance des parents ou des amis personnels continue dans toutes les villes, sauf à Gao (0 pourcent dépendance). Il se peut que les commerçants de Gao se tournent exclusivement vers les sources professionnelles d'information (plutôt que personnelles) alors que dans les autres villes, il s'avère qu'il n'y a pas une distinction nette entre les sources dites "professionnelles" et les sources dites "personnelles" d'information

Tableau 7
Hiérarchie des sources d'information des commerçants sur les prix et les conditions du marché céréalier aux lieux habituels de vente

	Nombre	Pourcent	
D'autres commerçants	91	88,3%	(N = 103)
Mes détaillants eux-mêmes	91	88,3%	(N = 103)
Mes parents ou amis personnels	69	67,6%	(N = 102)
Mes agents ou intermédiaires sur le terrain	54	52,4%	(N = 103)
Des transporteurs	52	51,0%	(N = 102)
Les radio-communiqués SIM sur le marché céréalier	41	40,6%	(N = 101)
Le <u>Bulletin Trimestriel</u> SIM sur le marché céréalier	11	10,7%	(N = 103)
La Chambre de Commerce (CCIM)	9	8,9%	(N = 101)
L'administration	2	1,9%	(N = 103)
Le journal, <u>L'Essor</u>	1	1,0%	(N = 102)
Les agents des Affaires Économiques	1	1,0%	(N = 102)
D'autres sources	12	14,0%	(N = 86)

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Tableau 8

Les trois premières sources d'information des commerçants sur les prix et les conditions du marché céréalier aux lieux de vente, par ville et par ordre d'importance décroissant

SOURCES D'INFORMATION PAR VILLE	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
D'autres commerçants			
Bamako	25	28,5%	82,2%
Koutiala	8	8,8%	100,0%
Sikasso	7	7,7%	100,0%
Ségou	9	9,9%	100,0%
Mopti	12	14,3%	100,0%
Tombouctou	8	8,8%	72,7%
Gao	8	8,8%	75,0%
Ansongo-Bourem	12	14,3%	100,0%
Total	91	100,0%	
Mes détaillants eux-mêmes			
Bamako	24	39,3%	77,4%
Koutiala	8	13,1%	100,0%
Sikasso	2	3,3%	33,3%
Ségou	6	9,8%	66,7%
Mopti	9	14,8%	69,2%
Tombouctou	3	4,9%	27,3%
Gao	1	1,6%	8,3%
Ansongo-Bourem	8	13,1%	57,1%
Total	61	100,0%	
Bamako	25	27,8%	80,6%
Koutiala	8	8,8%	100,0%
Sikasso	7	7,7%	100,0%
Ségou	8	8,8%	88,9%
Mopti	13	14,3%	100,0%
Tombouctou	9	9,9%	81,8%
Gao	8	8,8%	75,0%
Ansongo-Bourem	13	14,3%	100,0%
Total	91	100,0%	
Mes parents ou amis personnels			
Bamako	16	23,2%	53,3%

Koutiala	8	11,6%	100,0%
Sikasso	5	7,2%	71,4%
Ségou	7	10,1%	87,5%
Mopti	11	15,9%	84,6%
Tombouctou	9	13,0%	81,8%
Gao	0	0,0%	0,0%
Ansongo-Bourem	13	18,8%	100,0%
Total	69	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

On a demandé encore si toutefois certains commerçants payaient délibérément quelqu'un d'autre au comptant pour l'information sur les prix et les conditions du marché aux lieux de vente. Les résultats sont montrés dans le **Tableau 9**. Comme avant, un nombre retentissant (99,0 pourcent) a répondu "non". Comme avant encore, seul un commerçant dans le Nord-est paie quelqu'un d'autre.

Tableau 9
Nombre de commerçants qui paient délibérément quelqu'un d'autre pour obtenir l'information sur les prix et les conditions du marché céréalier aux lieux habituels de vente

VILLE	QUELQU'UN D'AUTRE PAYE POUR		Total	
	Oui	Non		
Bamako		20 100,0%	20	100,0%
Koutiala		8 100,0%	8	100,0%
Sikasso		6 100,0%	6	100,0%
Ségou		9 100,0%	9	100,0%
Mopti		12 100,0%	12	100,0%
Tombouctou		11 100,0%	11	100,0%
Gao	1 8,3%	11 91,7%	12	100,0%
Ansongo-Bourem		12 100,0%	12	100,0%
Total	1 1,0%	101 99,0%	102	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Lorsqu'on examine le recours aux agents ou intermédiaires sur le terrain dans le **Tableau 10** à la page suivante, on voit la même tendance que pour les lieux d'approvisionnement -- une gamme entre 100 pourcent (à Koutiala et à Sikasso) et 0 pourcent (à Gao). Quant aux transporteurs, il existe une dépendance continue des transporteurs comme source d'information à Mopti, ville expeditrice

tant que consommatrice (69,2 pourcent). Cependant à Bamako, ville consommatrice et effectivement terminus, l'usage des transporteurs comme source d'information est moins fort dans les lieux de vente (33,3 pourcent) que dans les lieux d'approvisionnement (77,4 pourcent).

Une fois de plus, on remarque la même réticence qu'auparavant à Gao de n'employer ni les agents ou intermédiaires sur le terrain ni les transporteurs comme source d'information sur les conditions du marché. Ceci semble indiquer que soit les commerçants de Gao sont plus indépendants ou autonomes dans le commerce soit les intermédiaires et/ou les transporteurs concurrencent indirectement les commerçants de sorte qu'aucune relation de confiance sur l'information sur le marché ne s'établit.

Tableau 10
L'emploi des agents ou des intermédiaires sur la terrain et des transporteurs
comme source d'information sur les prix et les conditions du marché
céréaliier aux lieux de vente

L'EMPLOI DES AGENTS SUR LE TERRAIN	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Mes propres fournisseurs			
Bamako	17	31,5%	56,7%
Koutiala	8	14,8%	100,0%
Sikasso	7	13,0%	100,0%
Ségou	8	14,8%	88,9%
Mopti	3	5,6%	30,0%
Tombouctou	4	7,4%	36,6%
Gao	0	0,0%	0,0%
Ansongo-Bourem	7	13,0%	53,8%
Total	54	100,0%	
L'EMPLOI DES TRANSPORTEURS			
Bamako	10	19,2%	33,3%
Koutiala	7	13,5%	87,5%
Sikasso	4	7,7%	57,1%
Ségou	7	13,5%	87,5%
Mopti	9	17,3%	69,2%
Tombouctou	6	11,5%	54,5%
Gao	0	0,0%	0,0%
Ansongo-Bourem	9	17,3%	69,2%
Total	52	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

C. L'emploi du téléphone

Strictement dit, le téléphone n'est pas une source d'information mais un moyen de l'obtenir. D'ailleurs, c'est un moyen plus vite de communiquer, sinon instantané, surtout entre les villes. On cherchera à savoir combien de grossistes et de demi-grossistes se servent du téléphone comme moyen d'information dans la gestion de leurs affaires.

Pour commencer, le **Tableau 11** montre le nombre de commerçants possédant un téléphone ou ayant accès facile au téléphone à tout instant. Ce sont les commerçants des grandes villes les plus éloignées des sources de céréales qui ont le meilleur accès à un téléphone: 72,7 pourcent à Tombouctou et 83,3 pourcent à Gao. Par contre, aucun commerçant de Ségou ne prétend y avoir accès. A peu près la moitié des commerçants de Bamako a accès à un téléphone.

Tableau 11
Commerçants de céréales avec un téléphone ou avec accès facile à un téléphone à tout moment

VILLE	ACCES A UN TELEPHONE A TOUT MOMENT?				Total	
	Oui		Non			
Bamako	17	54,8%	14	45,2%	31	100,0%
Koutiala	4	50,0%	4	50,0%	8	100,0%
Sikasso	1	14,3%	6	85,7%	7	100,0%
Ségou			9	100,0%	9	100,0%
Mopti	3	23,1%	10	76,9%	13	100,0%
Tombouctou	8	72,7%	3	27,3%	11	100,0%
Gao	10	83,3%	2	16,7%	12	100,0%
Ansongo-Bourem	5	38,5%	8	61,5%	13	100,0%
Total	48	46,2%	56	53,8%	104	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Selon le **Tableau 12**, les 46 sur 48 commerçants ayant accès à un téléphone (95,9 pourcent) l'utilisent pour leur commerce céréalier.

Tableau 12
Utilisation du téléphone par les commerçants de céréales dans la gestion
de leur commerce de céréales

VILLE	UTILISATION DU TELEPHONE POUR LE COMMERCE CERÉALIER?		Total	
	Oui	Non		
Bamako	17 100,0%		17	100,0%
Koutiala	4 100,0%		4	100,0%
Sikasso	1 100,0%		1	100,0%
Mopti	2 66,7%	1 33,3%	3	100,0%
Tombouctou	8 100,0%		8	100,0%
Gao	10 100,0%		10	100,0%
Ansongo-Bourem	4 80,0%	1 20,0%	5	100,0%
Totale	46 95,9%	2 4,1%	48	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

La fréquence de l'utilisation du téléphone dans le commerce céréalier se trouve dans le **Tableau 13** (à la page suivante). Il y a une large gamme dans le nombre de coups téléphoniques entre les commerçants ayant accès à un téléphone. Un-cinquième des commerçants (20,5 pourcent) emploie le téléphone pour le commerce céréalier jusqu'à une fois par mois, pendant qu'environ un-quart (27,3 pourcent) l'emploie cinq fois ou plus par jour pour avoir de l'information de dernière minute. Globalement, la moitié de ceux ayant accès à un téléphone l'emploie au moins une fois par jour pour le commerce céréalier.

Il est évident que l'emploi du téléphone est plus dominant à Bamako où tous les commerçants possédant un téléphone (ou ayant accès facile à un téléphone) font au moins un coup de fil par jour (100,0 pourcent) par rapport à Koutiala (25,0 pourcent), Sikasso (0 pourcent), Mopti (50,0 pourcent), Tombouctou (25,0 pourcent), Gao (30 pourcent) et Ansongo-Bourem (25 pourcent). De plus, environ les trois-quarts entre-eux à Bamako (73,3 pourcent) font plus de quatre coups de fil par jour.

Tableau 13
Emploi moyen du téléphone par les commerçants de céréales dans
la gestion de leur commerce de céréales

VILLE	EMPLOI MOYEN DU TELEPHONE POUR LE COMMERCE CERÉALIER					Total
	Jusqu'à une fois par mois	Jusqu'à une fois par semaine	Jusqu'à une fois par jour	De deux à quatre fois par jour	Plus de quatre fois par jour	
Bamako			1 6,7%	3 20,0%	11 73,3%	15 100%
Koutiala	1 25,0%	3 75,0%				4 100%
Sikasso		1 100%				1 100%
Mopti	1 50,0%				1 50,0%	2 100%
Tombouctou	1 12,5%	5 62,5%		2 25,0%		8 100%
Gao	3 30,0%	4 40,0%	1 10,0%	2 20,0%		10 100%
Ansongo-Boure	3 75,0%			1 25,0%		4 100%
Total	9 20,5%	13 29,5%	2 4,5%	8 18,2%	12 27,3%	44 100%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Cette répartition assez inégale d'accès à un téléphone aussi bien que son emploi dans le commerce céréalier montre l'utilité potentielle des radio-communicés SIM dans le but d'améliorer l'accès aux informations à jour de ceux n'ayant pas accès à un téléphone pour leur prises de décision. Plus l'information à jour sur le marché et l'analyse sont disponibles, plus le marché céréalier performera de façon efficace ses fonctions d'arbitrage spatial et temporel.

Partie III. Les Besoins clefs pour la planification des stratégies commerciales

A. L'Importance de divers facteurs liés au commerce céréalier et le degré d'être informé

Notre questionnaire a posé des questions symétriques sur une liste de facteurs qui pouvaient être utiles aux commerçants tant dans la gestion quotidiennes de leurs affaires que pour la planification des stratégies commerciales à long terme. Ces facteurs comprennent:

1. La nature et les quantités des récoltes de céréales au Mali.
2. Le niveau de l'offre globale (nature et quantités de céréales au Mali);
3. La localisation de l'offre de céréales au Mali, y compris les Associations villageoises comme sources d'approvisionnement éventuelles;
4. L'évolution des prix de céréales au Mali;
5. Les politiques OPAM de stockage (achat) et de destockage (ventes et distributions) de céréales;

6. Les interventions des ONG pour l'achat et la vente ou distribution de céréales;
7. La réception et la distribution et/ou la vente des aides alimentaires en céréales;
8. La nature et les quantités des récoltes de céréales dans les pays voisins du Mali;
9. L'évolution des prix de céréales dans les pays voisins du Mali;
10. L'information météorologique (pluviométrie, crue et décrue du fleuve);
11. Les mesures réglementaires régissant la pratique du commerce de céréales;
12. La politique d'importation/exportation de céréales;
13. La politique sur le transport de céréales;
14. Les disponibilités de transport de céréales;
15. Les disponibilités de sacs pour les céréales;
16. Les techniques de conditionnement et de stockage de céréales; et
17. Les disponibilités de crédit pour le commerce céréalier.

D'abord, on a demandé aux commerçants d'indiquer le degré d'importance de la disposition des bonnes informations fiables sur ces facteurs dans la gestion de leur commerce de céréales selon les quatre catégories suivantes:

1. "D'une importance cruciale";
2. "Important" (tout court);
3. "Rarement d'une importance"; ou
4. "Pas du tout important".

Ensuite, les commerçants ont été demandé d'indiquer s'ils se considéraient déjà informés de la même liste des facteurs ci-dessus selon les quatre catégories suivantes:

1. "J'en suis très bien ou assez bien informé";
2. "J'en suis partiellement informé";
3. "J'en suis mal informé"; ou
4. "Je n'en suis pas du tout informé".

Les réponses sont présentées de façon globale et décomposées par ville d'enquêtes. On laisse les détails dans les tableaux de l'Annexe 2, que les lecteurs sont vivement invités à parcourir.

Deux observations suffisent ici: Tout d'abord, au niveau global, la dissonance fréquente entre l'importance que les commerçants accordent à un facteur particulier et leur degré d'être informé est étonnante. Cela fait contraste aigu avec les auto-évaluations dans les Tableau 1 et 2 où cinq commerçants sur six se déclarent généralement bien informés.

Deuxièmement, on est frappé par le mauvais degré apparent d'être informé qui se repète maintes fois dans les réponses des commerçants des zones

productrices en céréales, surtout Sikasso et Koutiala, et parfois Ségou. Bien que l'Annexe 2 propose des explications éventuelles dans chaque instance, il paraît soit qu'ils ne leur vaut la peine de s'informer sur certaines informations pour la pratique de leur commerce céréalier, soit qu'ils sous-estiment tout simplement une connaissance déjà plus informée qu'ils ne pensent.

B. Les facteurs pour lesquels les commerçants aimeraient obtenir plus d'information de façon régulière

Enfin, il a été demandé aux commerçants d'identifier les facteurs relatifs au commerce céréalier pour lesquels ils souhaiteraient obtenir plus d'information de façon régulière afin de planifier leurs stratégies commerciales. Bien que le nombre de facteurs n'ait pas été limité, certains commerçants ont jugé bon de s'arrêter à deux tels facteurs, d'autres à six facteurs, et cetera. Ainsi, le nombre de réponses s'estompa progressivement. Il est cependant bon de noter que les non-réponses n'enlèvent rien aux résultats généraux. Bien au contraire, une non-réponse pourrait indiquer que le commerçant juge suffisant son accès à un aspect particulier d'une information.

Ainsi, l'objectif ici est d'identifier quelles carances sont les plus importantes pour les commerçants.

Le **Tableau 14** montre que dans la première manche de l'identification des besoins en information, l'information générale sur la récolte de céréales (la nature et les quantités des récoltes de céréales au Mali) est la première priorité de 35 commerçants (36,1 pourcent de l'échantillon), suivie de près de l'information sur les disponibilités de crédit pour le commerce céréalier, priorité de 31 commerçants (32,0 pourcent). Ces deux facteurs seuls représentent à peu près deux-tiers de tous les éléments identifiés. L'évolution des prix de céréales au Mali est la priorité de huit commerçants (8,2 pourcent de l'échantillon), une troisième place très distante des deux premières. Sinon, il n'existe pas de tendance discernable dans les réponses.

Tableau 14
Identification de besoins d'information pour le commerce de céréales:
Premier besoin par ordre d'importance décroissant

PREMIER BESOIN D'INFORMATION		
Récoltes de céréales au Mali	35	36,1%
Disponibilités de crédit pour le commerce céréalier	31	32,0%
Évolution des prix de céréales au Mali	8	8,2%
Localisation de l'offre de céréales au Mali	3	3,1%
Mesures réglementaires dans le commerce céréalier	3	3,1%
Niveau de l'offre de céréales au Mali	3	3,1%
Politique d'importation/exportation de céréales	3	3,1%
Techniques de stockage de céréales	3	3,1%

Disponibilités de sacs pour les céréales	2	2,1%
Distribution des aides alimentaires en céréales	2	2,1%
Récoltes de céréales dans les pays voisins	2	2,1%
Évolution des prix de céréales dans les pays voisins	1	1,0%
Politiques OPAM de stockage/destockage	1	1,0%
Total	97	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 10)

Les résultats ont été arbitrairement coupés après l'identification des cinq premiers facteurs cumulatifs. Comme dit auparavant, il est à noter qu'une faible priorité donnée à un aspect particulier ne signifie aucunement qu'il n'est pas important pour le commerce céréalier. Au contraire, cela signifierait que l'échantillon de commerçants se considère déjà bien informé.

Le **Tableau 15** montre les besoins cumulatifs d'information près les cinq premières selections. Les trois premiers anciens besoins d'information demeurent encore en tête de liste bien que leur classement se soit inversé. Soixante-six commerçants (18,8 pourcent des réponses cumulatives) identifient maintenant les disponibilités en crédit comme leur principal besoin d'information, premier dans le classement obtenu à partir de la seconde manche. Cette fois-ci, 46 commerçants (13,1 pourcent des réponses cumulatives) optent pour l'évolution des prix de céréales au Mali comme leur second besoin en information. En troisième position arrive l'information sur les récoltes céréalières au Mali, choix de 42 commerçants (11,9 pourcent des réponses cumulatives). La localisation de l'offre de céréales au Mali est le quatrième choix de 28 commerçants (8,0 pourcent des réponses). Les quatre premiers choix donc représentent plus de la moitié des réponses cumulative.

Tableau 15
Identification de besoins d'information pour le commerce de céréales:
Besoins cumulatifs après cinq réponses, par ordre d'importance décroissant

BESOINS CUMULATIFS D'INFORMATION		
Disponibilités de crédit pour le commerce céréalier	66	18,8%
Évolution des prix de céréales au Mali	46	13,1%
Récoltes de céréales au Mali	42	11,9%
Localisation de l'offre de céréales au Mali	28	8,0%
Niveau de l'offre de céréales au Mali	23	6,5%
Disponibilités de sacs pour les céréales	21	6,0%
Mesures réglementaires dans le commerce céréalier	21	6,0%
Évolution des prix de céréales dans les pays voisins	20	5,7%
Distribution des aides alimentaires en céréales	15	4,3%

Politiques OPAM de stockage/destockage	13	3,7%
Récoltes de céréales dans les pays voisins	12	3,4%
Techniques de stockage de céréales	12	2,3%
Politique d'importation/exportation de céréales	11	3,1%
Interventions des ONG en céréales	9	2,5%
Information météorologique	7	2,0%
Politique sur le transport de céréales	4	1,1%
Disponibilités de transport de céréales	2	0,6%
Total	262	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 183)

Le **Tableau 16** donne la décomposition des trois premiers besoins de l'information par ville. Le tableau montre le nombre de réponses aussi bien comme pourcentage de toutes les réponses de toutes les villes que comme pourcentage des commerçants dans la ville d'échantillonnage donnée qui identifie ce besoin en information dans les cinq premières réponses.

Tableau 16
Identification de besoins d'information pour le commerce de céréales:
Besoins cumulatifs après cinq réponses, par ville et par ordre
d'importance décroissant

BESOINS CUMULATIFS PAR VILLE	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Les Disponibilités de crédit pour le commerce céréalier			
Bamako	18	27,3%	58,1%
Koutiala	8	12,1%	100,0%
Sikasso	6	9,1%	85,7%
Ségou	8	12,1%	88,9%
Mopti	11	16,7%	84,6%
Tombouctou	1	1,5%	9,1%
Gao	5	7,6%	41,7%
Ansongo-Bourem	9	13,6%	64,3%
Total	66	100,0%	
L'Évolution des prix de céréales au Mali			
Bamako	9	19,6%	29,0%
Koutiala	5	10,9%	62,5%
Sikasso	7	15,2%	100,0%
Ségou	7	15,2%	77,8%

Mopti	1	2,2%	7,7%
Tombouctou	9	19,6%	81,8%
Gao	3	6,5%	25,0%
Ansongo-Bourem	5	10,9%	35,7%
Total	46	100,0%	
La Nature et les quantités des récoltes de céréales au Mali			
Bamako	3	7,1%	9,7%
Koutiala	1	2,4%	12,5%
Sikasso	6	14,3%	85,7%
Ségou	5	12,9%	55,6%
Mopti	1	2,4%	7,7%
Tombouctou	12	28,6%	109,1%*
Gao	3	7,1%	25,0%
Ansongo-Bourem	11	26,2%	78,6%
Total	42	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

*Note: Le "double vote" apparent à Tombouctou par lequel le nombre de réponses dépasse le nombre de commerçants de l'échantillon est dû aux très proches réponses qui ont été codifiées comme besoins d'information identiques.

Dans la première partie du **Tableau 16**, on voit un pourcentage très élevé des échantillons dans les principales régions productrices (Koutiala, Sikasso, Ségou et Mopti) qui veulent plus d'information sur les disponibilités de crédit pour le commerce de céréales, y compris le crédit de campagne pour l'achat et le stockage. Ces résultats correspondent étroitement au degré pauvre d'être informé sur les possibilités de crédit dans ces villes (sauf Mopti), comme le montre le Tableau 17.B. dans l'Annexe 2. Les commerçants à Tombouctou sont à l'autre extrême où seulement un sur onze commerçants identifie les disponibilités en crédit parmi ses cinq premiers besoins d'information.

Quant à l'information sur l'évolution des prix de céréales au Mali, une proportion élevée de commerçants dans les villes des zones productrices (Koutiala, Sikasso et Ségou) aussi bien qu'une ville souvent enclavée dans la zone déficitaire (Tombouctou) exprime son besoin de plus d'information de façon régulière, malgré un jugement assez élevé d'être informé, tels que montré dans le Tableau 4.B. de l'Annexe 2. Le besoin faible de plus d'information sur l'évolution des prix à Mopti peut refléter le double rôle de cette ville comme concurrent de Bamako en matière "d'importation" de céréales du Sud et comme courtier de céréales pour le Nord-est, ce qui demandent tous les deux une bonne conscience de l'évolution des prix de céréales dans le pays.

Finalement, les besoins manifestés pour plus d'information sur la nature et les quantités des récoltes de céréales au Mali ne montrent pas de caractéristiques apparentes. Par exemple, les commerçants de Sikasso expriment un désir plus fort pour plus d'information sur les récoltes que les commerçants de Koutiala, bien que cette information soit probablement également pertinente pour les deux groupes.

Le plus grand besoin en information sur la récolte à Tombouctou qu'à Gao peut refléter une plus grande dépendance de l'extérieur de la région en céréales à l'opposée de Gao qui satisfait une plus grande part de ses besoins en céréales (surtout en riz) à partir d'elle-même.

Il existe au moins deux interprétations des résultats de Bamako: soit les commerçants de Bamako, le plus grand marché-cible du pays, sont déjà extrêmement bien informés à propos de l'état de la récolte soit leurs besoins urgents en information se produisent plus loin en aval dans la filière céréalière, bien après les premiers stades de collecte de céréales dans la campagne. (Référez-vous au Tableau 1.B. dans l'Annexe 2).

C. Des implications pour le SIM

1. Principales conclusions à tirer

La lecture des tableaux dans l'Annexe 2 signale au moins trois grandes conclusions:

- o des différences régionales sont saisissantes quant à l'importance d'un facteur donné lié au commerce céréalier aussi bien qu'au degré d'être informé;
- o la logique que lorsque certains commerçants ne considèrent pas que l'information sur un facteur est importante, ils ne se donnent pas la peine de s'en informer; et, plus important encore,
- o de sérieuses lacunes de connaissance de certaines informations sur lesquelles le SIM devrait mettre l'accent plus activement aussi bien que certains besoins qui semblent être beaucoup moins importants et, par conséquence, qu'on peut soit laisser tomber soit laisser aux autres de s'en occuper. Ainsi, la fourniture de certaines informations relève plus "naturellement" du SIM que d'autres.

Prenons le cas de l'information météorologique [les Tableaux 10.A. et 10.B. dans l'Annexe 2]. En règle générale, les commerçants sudistes de Sikasso, Koutiala et Ségou manifestent assez peu d'intérêt aux informations météorologiques. D'ailleurs, ils ne se considèrent bien informés. Ceci s'explique par le fait qu'ils résident dans les zones productrices en céréales, bénéficiaires de la pluviométrie la plus élevée du pays, où l'impact des fluctuations des pluies sur le commerce céréalier est relativement moins prononcé. Par contre, les commerçants ailleurs, surtout ceux dans le Nord-est, s'intéressent beaucoup plus aux informations météorologiques parce que leur commerce céréalier est plus sensible, à travers les mouvements des prix, aux changements de pluviométrie ou de la crue/décru du fleuve.

Dans ce cas, étant donné que n'importe qui peut capter tous les jours les bulletins météorologiques à la radio, la conclusion nette à tirer ici est qu'il n'est pas nécessaire que le SIM se jette dans l'entreprise de prévisions météorologiques.

Dû aux besoins d'information qui diffèrent selon les villes ou grandes régions, il est clair également que le SIM aura besoin de "régionaliser" son approche dans une phase future de ses opérations. Heureusement, les grandes divisions régionales correspondent plus ou moins aux axes de marchés déjà identifiés par le SIM (bien que là, un réalignement de certains marchés puisse être souhaitable).

Finalement, les tableaux dans l'Annexe 2 montrent les domaines qui relèvent de l'OPAM, en qualité de la direction du SIM, là où l'OPAM pourra exercer son influence directe pour la diffusion de plus d'information. Par exemple, moins d'un-tiers des commerçants (31,6 pourcent) se trouve soit très bien informé soit partiellement informé sur quelque chose d'aussi importante que les politiques OPAM de stockage (achats de céréales) et de destockage de céréales (ventes et distributions de céréales) [Tableaux 5.A. et 5.B.]. Comme deuxième exemple, seulement à peu près un commerçant sur six (16,9 pourcent) se considère bien informé ou partiellement informé sur la réception et la distribution et/ou la vente des aides alimentaires en céréales [Tableaux 7.A. et 7.B.], activité qui relève de l'OPAM aussi.

2. Besoin des efforts collaboratifs

Tous les besoins pour plus d'information par les commerçants pourraient être sous la responsabilité du Système d'information sur le marché céréalier (SIM) pour une large diffusion. Cependant, pour éviter la duplication des efforts et les rivalités institutionnelles inutiles, la participation active du gouvernement et d'autres services est essentielle.

Par exemple, en considérant les trois premiers besoins d'information, l'information sur les disponibilités en crédit peut être préparée par le PRMC/COC et les banques commerciales pour la publication par le SIM. L'information sur l'évolution des prix de céréales exigera la diffusion des prix courants par l'OPAM/SIM aussi bien que l'analyse des tendances. Finalement, l'information sur la nature et les quantités des récoltes céréalieres au Mali exigera une analyse coordonnée et un partage des données entre le Ministère d'Agriculture, l'Institut d'Économie Rurale, les ODR, les enquêtes DNSI/DNA et des projets locaux, entre autres.

Manifestement, la fréquence désirée de certaines informations signifie que certains média sont plus appropriées que d'autres. Pour publier les données courantes de prix sur les marchés ou les annonces de changements intervenus dans la politique d'exportation d'une part, on cherchera un moyen de communication le plus rapide possible. Ainsi, le radio-communicé hebdomadaire est plus opportun que le Bulletin Trimestriel. D'autre part,

l'information sur les techniques de conditionnement et de stockage de céréales serait mieux contrôlée par des séminaires périodiques organisés par le Centre de Formation et de Documentation (CEFODOC) de l'OPAM en collaboration avec le SIM (bien que des émissions à la radio sur ce sujet ne soient pas exclues).

Pour conclure, la fréquence désirée pour la dissémination de certaines informations signifie qu'elles doivent être reçues, compilées et préparées pour dissémination dans un délai nécessaire. Auparavant, ceci exigera non seulement que le SIM renforce son propre réseau de collecte de données primaires, mais aussi qu'il développe des systèmes performants partagés avec tous les autres services-fournisseurs de l'information. Voici encore un argument en faveur d'un effort collaboratif entre le SIM et les autres collecteurs.

Partie IV. Les Opinions des commerçants sur le Système d'Information sur le Marché céréalier (SIM)

La dernière partie du questionnaire a demandé les opinions des répondants sur le Système d'Information du Marché (SIM), encore tout neuf à l'époque, à propos de son Bulletin Trimestriel et de ses radio-communiqués.

A. Le désir d'un SIM

Pour commencer, on voulait savoir si les commerçants de céréales croyaient qu'un tel système d'information sur le marché céréalier serait souhaitable ou non pour les prises de décisions par tous les opérateurs économiques -- producteurs, consommateurs, commerçants et institutions (ministères, banques, donateurs et ONGs, entre autres).

Le **Tableau 17** indique que quatre commerçants sur cinq environ (77,9 pourcent) ont pensé que le SIM était un développement souhaitable. Due peut-être à la nouveauté du SIM, à peu près un sur cinq n'a eu une opinion particulière. Personne n'y a répondu "non".

Tableau 17
Les Opinions des commerçants sur le désir d'un Système d'Information sur le Marché céréalier (SIM)

VILLE	LE SIM EST-IL SOUHAITABLE?				Total	
	Oui		Aucune opinion particulière			
Bamako	27	87,1%	4	12,9%	31	100,0%
Koutiala	3	37,5%	5	62,5%	8	100,0%
Sikasso	2	28,6%	5	71,4%	7	100,0%
Ségou	1	11,1%	8	88,9%	9	100,0%
Mopti	13	100,0%			13	100,0%
Tombouctou	11	100,0%			11	100,0%

Gao	12	100,0%		12	100,0%	
Ansongo-Bourem	12	92,3%	1	7,7%	13	100,0%
Total	81	77,9%	23	22,1%	104	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Afin de mieux comprendre les réponses "oui", on a demandé aux commerçants d'élucider les principales raisons derrière leurs réponses, montrées dans le **Tableau 18**.

Tableau 18
Explications pour lesquelles les commerçants croient qu'un Système d'Information sur le Marché céréalier est souhaitable

EXPLICATIONS		
L'information est indispensable pour le commerce de céréales, un outil nécessaire de travail.	21	27,3%
L'information facilitera nos prises de décisions dans la gestion quotidienne de nos stratégies de commercialisation.	15	19,5%
L'information aidera à la stabilité des prix en permettant un meilleur arbitrage entre marchés.	14	18,2%
L'information fera coordonner les activités commerciales et évitera le désordre dans le marché céréalier.	9	11,7%
La diffusion de l'information pour l'intérêt de tout le monde est une obligation du gouvernement [un bien public].	8	10,4%
L'information nous conseille; elle permet d'éviter des risques d'erreurs et des surprises.	5	6,5%
L'information aidera les consommateurs à s'orienter sur les marchés moins chers.	3	3,9%
L'information fera accroître nos profits.	1	1,3%
Autre.	1	1,3%
Totale	77	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Les formulations de réponses ci-dessus sont présentées comme telles. Toutefois, plusieurs thèmes se répètent et pourront donc être regroupés en commun. Par exemple, la notion d'un meilleur fonctionnement du marché grâce à la diffusion d'information se trouve dans les réponses traitant de la stabilité et de l'arbitrage (18,2 pourcent), la coordination des activités commerciales (11,7 pourcent), l'obligation du gouvernement (10,4 pourcent) et l'indispensabilité de l'information pour le commerce en générale (27,3 pourcent) -- un total de 67,6 pourcent des réponses, ou les deux-tiers.

Un autre thème tourne autour de la rentabilité privée du commerce céréalier grâce à la diffusion d'information. Cette notion se trouve dans les réponses concernant, une fois de plus, l'indispensabilité de l'information comme outil de travail (27,3 pourcent), la facilité des prises de décisions dans le commerce (19,5 pourcent), le fait d'éviter des erreurs (6,5 pourcent) et l'accroissement des profits (1,3 pourcent) -- un total de 54,6 pourcent.

B. La Lecture du Bulletin Trimestriel SIM

Etant donné que très peu de numéros du Bulletin Trimestriel étaient déjà parus en mai-juin 1989, le **Tableau 19** montre que seulement un commerçant sur dix environ (9,6 pourcent) a eu l'occasion de lire (ou lui faire lire) au moins un numéro.

Tableau 19
Nombre de commerçants ayant lu le Bulletin Trimestriel SIM

VILLE	LU LE BULLETIN TRIMESTRIEL SIM?				Total	
	Oui		Non			
Bamako	5	16,1%	26	83,9%	31	100,0%
Koutiala			8	100,0%	8	100,0%
Sikasso			7	100,0%	7	100,0%
Ségou			9	100,0%	9	100,0%
Mopti	2	15,4%	11	84,6%	13	100,0%
Tombouctou			11	100,0%	11	100,0%
Gao	3	25,0%	9	75,0%	12	100,0%
Ansongo-Bourem			13	100,0%	13	100,0%
Total	10	96,%	94	90,4%	104	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Une simple majorité de ceux qui ont lu le Bulletin l'a trouvé informateur ou utile pour la gestion de leur commerce céréalier, comme le montre le **Tableau 20** à la page suivante.

Tableau 20
Nombre de commerçants ayant trouvé le Bulletin Trimestriel SIM leur être informateur ou utile pour le commerce céréalier

LE BULLETIN SIM VOUS EST-IL UTILE?		
Oui	5	62,5%
Non	2	25,0%
Aucune opinion particulière	1	12,5%
Total	8	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Les recommandations des lecteurs pour la modification ou l'amélioration du Bulletin se trouvent, pour mémoire, dans le **Tableau 21**.

Tableau 21
Recommandations pour la modification ou l'amélioration du Bulletin
Trimestriel SIM

RECOMMANDATIONS		
Par sa nature, le Bulletin n'a aucune importance sur les variations journalières des prix; mais à la longue, le Bulletin peut avoir un impact sur les stratégies de commercialisation.	1	16,7%
Il faut que le Bulletin aborde d'autres aspects que les prix, par exemple:les problèmes relatifs à la sachérie et le conditionnement de céréales.	2	33%
Les Bulletins venaient de sortir; toute recommandation serait hâtive à ce stade.	3	50%
Total	6	100%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Les Bulletins Trimestriels sont très recherchés aux bureaux SIM à Bamako. Il est clair, selon le **Tableau 22**, que la plupart des commerçants (71,0 pourcent) veulent aussi avoir accès aux futurs numéros du Bulletin. Ceci veut dire qu'un réseau de distribution des Bulletins devrait être planifié aussi tôt que possible, surtout pour les commerçants dans les régions.

Les pourcentages élevés des commerçants des zones déficitaires pourraient s'expliquer par le fait que ces derniers, se considérant plus exposés aux changements dans les conditions de marchés loin de leurs propres villes, veulent obtenir n'importe quelle source d'information.

Tableau 22
Nombre de commerçants qui veulent avoir accès au Bulletin Trimestriel SIM

VILLE	VOULEZ ACCES AU BULLETIN SIM?			Total
	Oui	Non	Aucune opinion particulière	
Bamako	18 64,3%	5 17,9%	5 17,9%	28 100,0%
Koutiala	3 42,9%	1 14,3%	3 42,9%	7 100,0%
Sikasso	3 42,9%	3 42,9%	1 14,3%	7 100,0%
Ségou	4 44,4%	1 11,1%	4 44,4%	9 100,0%
Mopti	9 69,2%	4 30,8%		13 100,0%
Tombouctou	10 90,9%		1 9,1%	11 100,0%

Gao	12	100,0%			12	100,0%
Ansongo-Bourem	12	92,3%	1	7,7%	13	100,0%
Total	71	71,0%	15	15,0%	14	14,0%
					100	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

C. L'Écoute des radio-communiqués SIM

Le SIM diffuse à la radio depuis janvier 1989 un communiqué hebdomadaire (tous les vendredis) sur les prix et sur d'autres informations sur le marché céréalier. A la différence de la lecture du Bulletin SIM, la grande majorité des commerçants a capté ce radio-communiqué au moins une fois, comme le montre le **Tableau 22**.

Tableau 22
Nombre de commerçants ayant capté le Radio-communiqué SIM

VILLE	CAPTE LE RADIO-COMMUNIQUE		Total	
	Oui	Non		
Bamako	30 96,8%	1 3,2%	31	100,0%
Koutiala	8 100,0%		8	100,0%
Sikasso	7 100,0%		7	100,0%
Ségou	9 100,0%		9	100,0%
Mopti	12 92,3%	1 7,7%	13	100,0%
Tombouctou	11 100,0%		11	100,0%
Gao	8 66,7%	4 33,3%	12	100,0%
Ansongo-Bourem	9 69,2%	4 30,8%	13	100,0%
Total	94 90,4%	10 9,6%	100	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Parmi ceux qui ont capté les radio-communiqués, à peu près sept commerçants sur huit (86,0 pourcent) les ont trouvés informateurs ou utiles pour la gestion de leur commerce de céréales, comme le montre le **Tableau 23**.

Tableau 23
Nombre de commerçants ayant trouvé le Radio-communiqué SIM leur être informateur ou utile pour le commerce céréalier

LE RADIO-COMMUNIQUE SIM VOUS EST-IL UTILE?		
Oui	80	86,0%
Non	7	7,5%
Aucune opinion particulière	6	6,5%
Total	93	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 24** donne les recommandations des commerçants pour la modification ou l'amélioration des radio-communiqués SIM.

Tableau 24
Recommandations pour la modification ou l'amélioration
du Radio-communiqué SIM

RECOMMANDATIONS		
Aucune recommandation particulière.	47	56,6%
On veut que le radio-communiqué, qui est une bonne chose pour nous, soit continu de façon permanente; on ne peut pas demander plus.	18	21,7%
Il faut aussi diffuser les prix de gros dans tout le pays (au lieu des prix à la consommation, si nécessaire).	7	8,4%
La fréquence du radio-communiqué (une fois par semaine) est insuffisante; mieux vaut augmenter la fréquence des radio-diffusions.	4	4,8%
Il faut que les techniques de stockage de céréales soient abordées.	2	2,4%
Il faut annoncer les prix aux producteurs dans les zones Sud.	1	1,2%
Il faut diffuser les communiqués dans toutes les principales langues nationales.	1	3,9%
Il faut que les aspects de la politique céréalière soient abordés.	1	1,3%
Il faut que les prix diffusés concordent avec la réalité (en se renseignant auprès de beaucoup de commerçants).	1	1,3%
Il faut que toutes les informations sur les crédits financiers aux commerçants soient abordées.	1	1,3%
Totale	83	100.0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le grand nombre de réponses "aucune recommandation particulière" (56,6 pourcent) semble indiquer une satisfaction générale avec les radio-communiqués quant à leur contenu, fréquence et couverture des marchés. En fait, la deuxième réponse préconisant la continuation des radio-communiqués "de façon permanente" (21,7 pourcent) veut dire effectivement la même chose. L'ensemble des opinions indiquant une satisfaction générale égale donc 77,1 pourcent, environ trois commerçants sur quatre.

Les diverses suggestions qui suivent entrent aussi dans les attributions du SIM. Elles sont tous ouvertes à l'examen.

Partie V. Conclusions et implications générales pour le SIM

Les conclusions suivantes sont issues de l'examen des sources et des besoins d'information du marché céréalier, tels qu'identifiés par les commerçants.

D'abord, les besoins en information sur le marché céréalier deviendront nécessairement plus complexes et de plus en plus sophistiqués, surtout que les secteurs public et privé s'habituent l'un à l'autre dans un nouveau rapport complémentaire. Il est sous-entendu que la nouvelle classe de commerçants individuels et de sociétés commerciales devront de plus en plus comprendre les pièces du puzzle, sinon une vue générale.

Une seconde conclusion est que le besoin pour plus d'information complexe proviendra d'une dépendance grandissante des commerçants sur les sources institutionnelles de l'information sur le marché tels que le SIM (l'OPAM, les Affaires Economiques, la Chambre du Commerce, les banques, et cetera). Ces institutions possèdent les moyens de collecter et d'analyser systématiquement diverses données et d'en publier les résultats, capacité dépassant largement celle de la plupart des informateurs individuels non-recompensés du marché.

Troisièmement, avec l'expansion envisagée de la couverture du marché par le SIM, il est vraisemblable que les informations publiées par le SIM deviendront le point de référence privilégié ou le repère du marché, auquel seront comparées toutes les autres observations. Ceci mettra une grande responsabilité sur le SIM pour qu'il serve efficacement la filière céréalière dans un délai relativement court.

Quatrièmement, le désir du gouvernement d'encourager le transfert progressif de la fonction de stockage de céréales à long terme au secteur privé se produira plus sûrement si les commerçants sont informés à temps sur les politiques commerciales et céréalières et sur l'analyse des tendances basées sur les projections à long terme. Par exemple, pour ce qui concerne les attributions de l'OPAM, ceci comprendra la publication du Plan annuel de ravitaillement, la notification bien à l'avance des appels d'offre des achats de céréales et des contrats de vente aussi bien que la distribution/vente des aides alimentaires.

Ensuite, transformer les succès initiaux du SIM en opérations viables et permanentes exigera un engagement à long terme du gouvernement et des donateurs concernés pour supporter le SIM et lui donner des incitations institutionnelles. En outre, une combinaison bien équilibrée d'autonomie de gestion et de responsabilité face à la clientèle est aussi essentielle qu'un financement sûr et pluri-annuel.

En fin, les sources institutionnelles de l'information sur le marché représentent un outil de planification fourni dans l'intérêt public. Cependant, il est important que les commerçants et autres agents reconnaissent les limites même des meilleures d'entre-elles. A l'instar des images floues émises par une satellite spatiale complétées plus tard par la vérification sur le terrain, les sources institutionnelles de l'information doivent être utilisées de pair avec une observation et un jugement personnel.

Références

Jennifer Bremer and Lynn Ellsworth. "Annex I. The Private Sector Grain Trade" in Consolidating Cereals Market Reform in Mali: An Analysis of Current and Potential Roles for Public and Private Sector Institutions in the Grain Market. (Report of the Agricultural Policy Analysis Project prepared for USAID/Bamako: Bamako), July 11, 1986.

Bureau de Conseils et d'Interventions au Sahel (BECIS). Étude des Coûts et marges de la commercialisation des céréales. (BECIS: Bamako), avril 1985.

Josué Dioné, Nango Dembélé et John Staatz. Description et analyse de la structure du marché des céréales (mil, maïs, sorgho) au Mali. Document de Travail No. 86-04. (Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU: Bamako), septembre 1986.

Josué Dioné, Nango Dembélé et John Staatz. Description et analyse du comportement et de la performance du marché des céréales (mil, maïs, sorgho) au Mali. Document de Travail No. 86-05. (Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU: Bamako), septembre 1986.

Johnny Egg. Évaluation du système d'information sur le marché céréalier au Mali (SIM). Communication à l'Atelier National sur le SIM du 14 au 16 décembre 1989, à Bamako.

Gagnon, Gerard. Les Marchés céréaliers du cercle de Dioila, Mali. (ACDI: Bamako), juin 1986.

Mona Mehta. An Analysis of the Structure of the Wholesale Cereals Market in Mali. (Michigan State University: East Lansing), 1989.

Pascale Phelinas. Opinions des utilisateurs institutionnels sur les informations diffusées par le SIM. (ORSTOM: Bamako), novembre 1989.

Pascale Phelinas. Stratégie de commercialisation des commerçants et formation du prix des céréales au Mali. (ORSTOM: Bamako), août 1989.

Philip Steffen, Nango Dembélé et John Staatz. Une Critique des rôles alternatifs pour l'OPAM sur le marché céréalier à travers des concepts des biens publics. Document de Travail No. 88-02. (Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU: Bamako), septembre 1988.

Philip Steffen et Kassim Koné. Une Reconnaissance rapide sur les marchés céréaliers dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao. Document de Travail No. 88-04. (Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU: Bamako), novembre 1988.

Annexe 1. Méthode d'Échantillonnage

Dans la statistique, plus l'échantillon est grand (tiré au hasard d'une population considérée "normale"), plus les chiffres ou inférences qui en ressortent sont jugés fiables. Des règles prescrivent le nombre nécessaire d'observations d'un échantillon type (dans ce cas, le nombre de commerçants) pour atteindre l'intervalle de confiance voulue (minimiser la marge d'erreur acceptable). Toutefois, la facilité d'agrandir la taille d'échantillon d'une ville donnée de notre plein gré n'était pas possible pour plusieurs raisons.

D'abord, le nombre absolu (l'univers) de commerçants dits "professionnels" ou "permanents" est limité à court term.

Deuxièmement, lors du lancement du Projet, on a pris chaque commerçant remplissant nos critères d'être grossiste ou demi-grossiste de céréales comme membre de l'échantillon. Ainsi, les commerçants ont été choisis au exprès, non au hasard.

Troisièmement, sans une autorisation juridique d'ordonner à tout un chacun d'y participer, la participation est facultative. En effet, le nombre de commerçants dans l'échantillon se limite à ceux ayant la bonne volonté de se soumettre à nos enquêtes.

Vu les marges d'erreurs éventuelles, les lecteurs sont priés de prendre les résultats avec précautions, surtout là où le nombre d'enquêtés est petit. Par exemple, le changement d'opinion sur une réponse particulière d'un seul commerçant de Sikasso cause un changement dans le résultat de l'ordre de 14 pourcent soit à la hausse soit à la baisse. Ainsi là, les résultats sont indicatifs de l'ordre de grandeur. Par contre, le grand échantillon de Bamako assure la marge d'erreur la plus petite.

Le Projet a recensé les commerçants dans toutes les villes citées ci-dessus. Dans aucune de ces villes, le nombre de commerçants-répondants ne tombe en dessous de la moitié des commerçants de céréales reconnus. Les échantillons dans les 6è et 7è régions comprennent presque tout le monde, sinon tous.

En outre, nos échantillons se caractérisent par une stabilité remarquable de ses membres. On a suivi les mêmes commerçants mois après mois, aussi longtemps que quatre ans. L'identification des commerçants par un code unique à chaque individu nous permet de retracer les transactions en céréales d'un commerçant donné.

Ainsi, bien qu'il n'ait pas été possible de choisir un échantillon purement au hasard, nous demeurons confiants que l'échantillon étudié pour ce Document de travail représente une grande part des grossistes/demi-grossistes qui sont actifs dans les villes enquêtées.

Annexe 2. Les informations clés sur le marché céréalier et le degré d'être bien informé

Les tableaux suivants comparent l'importance des divers facteurs clés liés au commerce céréalier avec le degré d'être bien informé, tels qu'exprimés tous les deux par les répondants. Donc, les tableaux visent à suggérer des améliorations de la livraison de certaines information du marché par le SIM ou par d'autres agences aux commerçants de céréales, là où il y a des lacunes dans la connaissance des facteurs jugés importants.

Pour faire cette comparaison, on a présenté d'abord aux répondants une liste de 17 facteurs liés au commerce céréalier sur lesquels l'information pourrait leur être utile. Puis on leur a demandé d'indiquer le degré d'importance de la disposition des bonnes informations fiables sur les mêmes facteurs dans la gestion de leur commerce de céréales. Ensuite, les répondants ont été demandé d'indiquer s'ils se considéraient déjà informés.

Cette Annexe présente des résultats du sondage sur tous les 17 facteurs. Un premier tableau sommaire résume les réponses globales.

Comme déjà mentionnée dans la Partie I. Introduction et Échantillonnage, la prépondérance des commerçants de Bamako et des "zones déficitaires" du Nord-est collectivement (chacun avec un-tiers environ de l'échantillon global) leur donne un certain biais dans les réponses. Pour écarter ce biais, un deuxième tableau décompose les réponses par ville et les transforme en pourcentage des commerçants de la ville donnée. De cette façon, le deuxième tableau révèle aussi des différences de réponses par région du pays.

La paire de tableaux sur chaque facteur est accompagnées par quelques brèves remarques des points saillants.

Les données sont présentées dans les tableaux d'une façon "demi-exploitée". C'est à dire, toutes les données "crues" sont laissées disponibles ici afin de se prêter à d'autres analyses éventuelles selon le type d'information cherché.

Par exemple, les données par ville pourraient se regrouper facilement par région géographique du pays. Les villes de Sikasso, Koutiala et Ségou constituent la région "Sud", pendant que Tombouctou, Gao et Ansongo-Bourem constituent le "Nord-est", et Bamako devient le "District". Quant à Mopti, marché pivot pour la production locale et le transfert plus loin des céréales, on peut faire des analyses de sensibilité, d'abord en mettant Mopti dans la région "Sud", puis dans la région "Nord-est" pour cerner la différence de l'impact.

Alternativement, les données pourraient se regrouper par importance ("d'une importance cruciale" et "important") contre non-importance ("rarement d'une importance" et "pas du tout important"), ou par le degré d'être informé ("très bien" et "partiellement") contre degré de ne pas être informé ("mal" ou "pas du tout").

Les besoins d'information tels qu'identifiés dans chaque jeu de tableaux de l'Annexe 2 sont à l'intention des services s'occupant du marché céréalier et, plus généralement, de l'économie nationale. Certains besoins d'information (évolutions des prix, appels d'offre de céréales par l'OPAM) peuvent être plus facilement satisfaits par le radio-communiqué SIM sur le marché céréalier alors que d'autres peuvent être abordés par le Bulletin Trimestriel SIM ou through le Centre OPAM de Formation et de Documentation, CEFODOC (techniques de stockage de céréales, comptabilité). D'autres besoins encore pourraient relever des nouvelles attributions des Affaires Économiques (changements dans les politiques d'importation/exportation ou de transport de céréales).

Annexe 2. Tableau 1.A.

La Nature et des quantités des récoltes céréalières au Mali selon l'importance et le degré d'être informé

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total	
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout		
D'une importance cruciale	38 37,6%	24 23,8%	20 19,8%	7 6,9%	89 88,1%	
Important	6 5,9%	1 1,0%	2 2,0%	1 1,0%	10 9,9%	
Rarement d'une importance						
Pas du tout important			1 1,0%	1 1,0%	2 2,0%	
Total	44 43,6%	25 24,8%	23 22,8%	9 8,9%	101 100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 1.A.** (ci-dessus) montre que presque neuf commerçants-répondants sur dix (88,1 pourcent) considèrent que l'information sur la nature et les quantités des récoltes céréalières au Mali reste "d'une importance cruciale" pour le commerce céréalier, ce qui n'est pas surprenant. Toutefois, seul un peu moins de quatre sur dix (37,6 pourcent) se déclarent "très bien informés" tandis que les autres se trouvent "partiellement informés" (23,8 pourcent), "mal informés" (19,8 pourcent) ou "pas du tout informés" (6,9 pourcent). Globalement, 98,0 pourcent des commerçants pensent que l'information est "d'une importance cruciale" ou juste "importante". A l'autre extrême, seulement deux commerçants (2,0 pourcent) pensent que l'information sur l'état des récoltes au Mali n'est "pas du tout important". Aucun répondant ne regarde l'information comme "rarement d'une importance".

Le **Tableau 1.B.** (à la page suivante) ventile les réponses par ville. Ici les pourcentages se réfère à la proportion des répondants d'une ville donnée. Par exemple, les 58,1 pourcent des commerçants à Bamako estimant que l'information sur les récoltes céréalières au Mali est "d'une importance cruciale" se déclarent "très bien informés", pendant que seul 16,7 pourcent des commerçants d'Ansongo-Bourem se trouvent dans la même catégorie.

Un peu inattendues sont les réponses des commerçants de Koutiala et Sikasso, en plein centre de zone productrice céréalière. Bien que ces derniers considèrent que l'information sur les récoltes est "d'une importance cruciale", l'écrasante majorité d'entre eux (85,7 pourcent et 83,3 pourcent, respectivement) se déclarent "mal informés". Inattendues pour la même raison sont les deux réponses de Ségou (22,2 pourcent) que l'information n'est "pas du tout important". Il se peut qu'en se trouvant

dans le panier céréalier du pays, les commerçants ne s'inquiètent pas trop de la récolte puisqu'ils pensent pouvoir trouver des céréales chaque année.

Note: Lorsqu'il n'y a pas de réponses d'une ville donnée pour une catégorie donnée, le nom de la ville ne sera pas mentionnée.

Annexe 2. Tableau 1.B.

La Nature et des Quantités des Récoltes Céréalières au Mali selon l'Importance et le Degré d'être informé

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	18 58,1%	12 38,7%			30 96,8%
Koutiala	1 14,3%	6 85,7%			7 100,0%
Sikasso			5 83,3%		5 83,3%
Ségou	1 11,1%		2 22,2%	3 33,3%	6 66,7%
Mopti	9 69,2%				9 69,2%
Tombouctou	4 36,4%	5 45,5%	2 18,2%		11 100,0%
Gao	5 41,7%	3 25,0%	1 8,3%	1 8,3%	10 83,3%
Ansongo-Bourem	2 16,7%	2 16,7%	4 33,3%	3 25,0%	11 91,7%
Important					
Bamako		1 3,2%			1 3,2%
Sikasso			1 16,7%		1 16,7%
Ségou				1 11,1%	1 11,1%
Mopti	4 30,8%				4 30,8%
Gao	2 16,7%				2 16,7%
Ansongo-Bourem			1 8,3%		1 8,3%
Rarement d'une importance					
Pas du tout important					
Ségou			1 11,1%	1 11,1%	2 22,2%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 2.A.

Le Niveau de l'offre (nature et quantités) de céréales au Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	21 21,2%	29 29,3%	13 13,1%	6 6,1%	69 69,7%
Important	1 1,0%	5 5,1%	11 11,1%	5 5,1%	22 22,2%
Rarement d'une importance			6 6,1%	1 1,0%	7 7,1%
Pas du tout important				1 1,0%	1 1,0%
Total	22 22,2%	34 34,3%	30 30,3%	13 13,1%	99 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

A la différence du Tableau précédent, le **Tableau 2.A.** ne se limite pas aux récoltes céréalières. Il traite plutôt de l'offre globale de céréales, toutes sources confondues: récoltes, stocks de report, importations commerciales, aides alimentaires en céréales, cueillette des céréales sauvages et rotations techniques (ventes) du Stock national de sécurité (SNS). On voit que plus de neuf commerçants sur dix (91,9 pourcent) pensent que l'information sur le niveau de l'offre (nature et quantités) de céréales au Mali est importante ou d'une importance cruciale (69,7 pourcent plus 22,2 pourcent) et que plus de la moitié (56,5 pourcent) des commerçants se considère être très bien ou partiellement informée (22,2 pourcent plus 34,3 pourcent).

Le **Tableau 2.B.** montre que tous les commerçants de Bamako, le plus grand centre urbain de consommation, estiment que l'information sur le niveau global de l'offre de céréales leur est d'une importance cruciale et que cinq sur six d'entre eux se tiennent soit très bien soit partiellement informés (46,7 pourcent plus 36,7 pourcent). Lorsqu'on combine les deux catégories, d'une importance cruciale et important, on trouve que l'importance s'élève à 100 pourcent à Mopti et à Ansongo-Bourem et qu'elle ne tombe pas en dessous de 70 pourcent dans toutes les autres villes.

On remarque toutefois que les commerçants dans les zones productrices de céréales se déclarent ne pas être au courant du niveau global de l'offre. Par exemple, tous les commerçants de Sikasso s'en trouvent mal informés (100 pourcent). La grande majorité des commerçants de Koutiala et de Ségou se considère soit mal informée soit pas du tout informée (85,8 pourcent et 85,3 pourcent, respectivement). Cependant, l'hypothèse que ces commerçants se renseignent seulement sur la récolte locale des céréales (non pas sur le niveau global, toutes sources confondues) semble être rejetée par le Tableau 1.B. précédent qui révèle le même mauvais état d'être informé.

Annexe 2. Tableau 2.B.

Le Niveau de l'offre (nature et quantités) de céréales au Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	14 46,7%	11 36,7%	5 16,7%		30 100,0%
Koutiala			1 14,3%	2 28,6%	3 42,9%
Sikasso			1 14,3%		1 14,3%
Mopti	2 15,4%	7 53,8%			9 69,2%
Tombouctou	1 9,1%	7 63,6%			8 72,7%
Gao	1 8,3%	3 25,0%	3 25,0%	1 8,3%	8 66,7%
Ansongo-Bourem	3 25,0%	1 8,3%	3 25,0%	3 25,0%	10 83,3%
Important					
Koutiala		1 14,3%	2 28,6%		3 42,9%
Sikasso			2 28,6%	2 28,6%	4 57,1%
Ségou		1 14,3%	1 14,3%	3 42,9%	5 71,4%
Mopti			4 30,8%		4 30,8%
Tombouctou		1 9,1%			1 9,1%
Gao	1 8,3%	2 16,7%			3 25,0%
Ansongo-Bourem			2 16,7%		2 16,7%
Rarement d'une importance					
Koutiala			1 14,3%		1 14,3%
Sikasso			2 28,6%		2 28,6%
Ségou				1 14,3%	1 14,3%
Tombouctou			2 18,2%		2 18,2%
Gao			1 8,3%		1 8,3%
Pas du tout important					
Ségou				1 14,3%	1 14,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 3.A.

La Localisation de l'offre de céréales au Mali, y compris les Associations Villageoises comme sources d'approvisionnement éventuelles

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	26 25,7%	13 12,9%	18 17,8%	8 7,9%	65 64,4%
Important	2 2,0%	8 7,9%	14 13,9%	4 4,0%	28 27,7%
Rarement d'une importance	1 1,0%		4 4,0%	1 1,0%	6 5,9%
Pas du tout important			1 1,0%	1 1,0%	2 2,0%
Total	29 28,7%	21 20,8%	37 36,6%	14 13,9%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Selon le **Tableau 3.A.**, presque deux-tiers des commerçants pensent que l'information sur la localisation de l'offre de céréales leur est d'une importance cruciale. Pour les deux catégories, important et d'une importance cruciale, ce chiffre s'élève à plus de neuf sur dix (64,4 pourcent plus 27,7 pourcent). Malheureusement, juste la moitié des commerçants se considère très bien ou partiellement informée (28,7 pourcent plus 20,8 pourcent). Dans un vaste pays comme le Mali où les producteurs sont typiquement dispersés et l'offre des céréales parcellaire, une mauvaise connaissance de la localisation de céréales pourra augmenter les frais de collecte et signifier une entrave à une commercialisation efficace.

Ce qui est surprenant, c'est que le Tableau 3.B. montre que la tendance de ne pas être informé, même sur la localisation de l'offre de céréales (y compris les Associations villageoises), continue à Sikasso et à Ségou où les commerçants à 100 pourcent dans chaque ville se considèrent soit mal informés soit pas du tout informés. Cette fois, Koutiala se détache un peu des autres villes. Le degré d'être informé entre les commerçants de Koutiala se répartit également entre partiellement informé et mal informé (42,9 pourcent pour chaque catégorie).

Le Tableau laisse croire que les commerçants des villes "importatrices" savent mieux mettre à découvert les sources de l'offre de céréales. A Tombouctou 45,5 pourcent des commerçants sont très bien ou partiellement informés. A Bamako et à Gao, ce pourcentage est respectivement de 67,7 pourcent et de 83,3 pourcent. L'exception ici

serait Ansongo-Bourem où seul un-quart des commerçants se considère très bien ou partiellement informé. Finalement, sept sur dix commerçants à Mopti, ville entrepôt pour l'expédition de céréales au Nord-est, se considèrent très bien ou partiellement informés sur la localisation de céréales (69,3 pourcent).

Interprétation possible: Les grossistes des villes "importatrices" savent facilement localiser leurs céréales chez leurs grossistes homologues de Sikasso, Koutiala et Ségou alors que ces derniers localisent difficilement leurs céréales au niveau villageois.

Annexe 2. Tableau 3.B.

La Localisation de l'offre de céréales au Mali, y compris les Associations Villageoises comme sources d'approvisionnement éventuelles

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	15 50,0%	3 10,0%	2 6,7%	2 6,7%	22 73,3%
Koutiala	3 42,9%	3 42,9%			6 85,7%
Sikasso			2 28,6%	1 14,3%	3 42,9%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti	2 15,4%	4 30,8%			6 46,2%
Tombouctou	3 27,3%		5 45,5%		8 72,7%
Gao	5 41,7%	1 8,3%	1 8,3%		7 58,3%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	2 16,7%	5 41,7%	3 25,0%	11 91,7%
Important					
Bamako		2 6,7%	4 13,3%	1 3,3%	7 23,3%
Sikasso			2 28,6%	1 14,3%	3 42,9%
Ségou			4 44,4%	2 22,2%	6 66,7%
Mopti		3 23,1%	3 23,1%		6 46,2%
Tombouctou		2 18,2%			2 18,2%
Gao	2 16,7%	1 8,3%			3 25,0%
Ansongo-Bourem			1 8,3%		1 8,3%

Rarement d'une importance					
Bamako			1 3,3%		1 3,3%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso			1 14,3%		1 14,3%
Mopti			1 7,7%		1 7,7%
Tombouctou			1 9,1%		1 9,1%
Gao	1 8,3%				1 8,3%
Pas du tout important					
Ségou			1 11,1%		1 11,1%
Gao				1 8,3%	1 8,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 4.A.

L'Évolution des prix des céréales au Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	26 25,7%	31 30,7%	17 16,8%	3 3,0%	77 76,2%
Important	6 5,9%	10 9,9%	5 5,0%		21 20,8%
Rarement d'une importance	1 1,0%				1 1,0%
Pas du tout important		2 2,0%			2 2,0%
Total	33 32,7%	43 42,6%	22 21,8%	3 3,0%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Il n'est pas tellement étonnant, selon le **Tableau 4.A.**, que plus des trois-quarts des répondants globaux (76,2 pourcent) jugent que l'information sur l'évolution des prix des céréales au Mali est d'une importance cruciale pour le commerce céréalier; ce chiffre monte à 97,0 pourcent pour les deux catégories, d'une importance cruciale et important (76,2 pourcent plus 20,8 pourcent) pour lesquelles 72,2 pourcent des répondants se déclarent très bien informés (25,7 pourcent plus 9,9 pourcent) ou partiellement informés (30,7 pourcent plus 5,0 pourcent). Néanmoins, le Tableau montre aussi qu'un

commerçant sur quatre se trouve mal informé ou pas du tout informé (21,8 pourcent plus 3,0 pourcent), ce qui suggère le besoin d'une meilleure dissémination de l'information sur les mouvements des prix.

L'importance de l'information sur l'évolution des prix des céréales au Mali se montre ville par ville, sans aucune différence régionale prononcée, dans le **Tableau 4.B**. Tous les commerçants de Koutiala et d'Ansongo-Bourem (100 pourcent) considèrent que l'information est d'une importance cruciale. Tous les commerçants de Sikasso, Tombouctou et Gao (100 pourcent) considèrent que cette information est soit importante soit d'une importance cruciale. C'est Tombouctou qui possède de loin le pourcentage le plus élevé (81,8 pourcent) des commerçants qui se déclarent être très bien informés (63,6 pourcent plus 18,2 pourcent).

A l'autre extrême, la majorité des commerçants d'Ansongo-Bourem (58,4 pourcent) se trouve mal ou pas du tout informée (41,7 pourcent plus 16,7 pourcent), suivie par 42,9 pourcent des commerçants de Sikasso (28,6 pourcent plus 14,3 pourcent).

Annexe 2. Tableau 4.B.

L'Évolution des prix des céréales au Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	8 26,7%	10 33,3%	6 20,0%		24 80,0%
Koutiala		5 71,4%	2 28,6%		7 100,0%
Sikasso		3 42,9%	2 28,6%	1 14,3%	6 85,7%
Ségou		6 66,7%	2 22,2%		8 88,9%
Mopti	4 30,8%	1 7,7%			5 38,5%
Tombouctou	7 63,6%				7 63,6%
Gao	4 33,3%	4 33,3%			8 66,7%
Ansongo-Bourem	3 25,0%	2 16,7%	5 41,7%	2 16,7%	12 100,0%
Important					
Bamako	1 3,3%	3 10,0%	1 3,3%		5 16,7%
Sikasso		1 14,3%			1 14,3%
Mopti		5 38,5%	2 15,4%		7 53,8%
Tombouctou	2 18,2%	1 9,1%	1 9,1%		4 36,4%

Gao	3 25,0%		1 8,3%		4 33,3%
Rarement d'une importance					
Mopti	1 7,7%				1 7,7%
Pas du tout important					
Bamako		1 3,3%			1 3,3%
Ségou		1 11,1%			1 11,1%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 5.A.

Les Politiques OPAM de stockage (achats) et de destockage (ventes et distributions) de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	2 2,0%	5 5,1%	11 11,2%	7 7,1%	25 25,5%
Important	2 2,0%	13 13,3%	14 14,3%	9 9,2%	38 38,8%
Rarement d'une importance	2 2,0%	7 7,1%	8 8,2%	8 8,2%	25 25,5%
Pas du tout important			3 3,1%	7 7,1%	10 10,2%
Total	6 6,1%	25 25,5%	36 36,7%	31 31,6%	98 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 5.A.** montre un paradoxe où d'une part presque les deux-tiers des commerçants-répondants considèrent que l'information sur les politiques OPAM de stockage et destockage est soit importante soit d'une importance cruciale (25,5 pourcent plus 38,8 pourcent), alors que de l'autre part, à peu près la même proportion, les deux-tiers, se considèrent être mal informés ou pas du tout informés (36,7 pourcent plus 31,6 pourcent).

Normalement, le stockage OPAM signifie l'achat des céréales seches dans les régions productrices du Sud pour la mise en magasin SNS pendant que le destockage OPAM signifie la vente et/ou la distribution des céréales sèches à travers la rotation technique de l'SNS dans les régions souvent déficitaires en production céréalière. Il semble donc que les commerçants dans toutes les régions s'intéresseraient à l'impact des politiques

OPAM de stockage et de destockage. Cette assertion semble être justifiée par le **Tableau 5.B.**

Six commerçants sur dix de Bamako, ville-siège de l'OPAM, croient que l'information sur les actions OPAM de stockage et de destockage est d'une importance cruciale, bien que les trois-quarts d'entre eux se considèrent mal ou pas du tout informés. Ailleurs, il semble y avoir une répartition plus ou moins égale entre les commerçants d'une ville donnée, quelle que soit la région. Par exemple, 50 pourcent des répondants de Sikasso pensent que la dite information leur est importante tandis que 50 pourcent disent aussi que cette information est rarement d'une importance.

C'est seulement à Ségou et à Gao que moins de la majorité des commerçants pensent que l'information sur le stockage/destockage est importante ou d'une importance cruciale. Les deux-tiers des commerçants de Gao jugent que l'information est ou rarement d'une importance ou pas du tout importante (41,7 pourcent plus 25,0 pourcent), résultat inattendu (contre seulement 27,3 pourcent des commerçants de Tombouctou), vu les quantités relativement grandes de céréales stockées dans les hangars SNS à Gao-ville et à Tombouctou.

Le pourcentage élevé de commerçants globalement mal informés ou pas du tout informés dans toutes les villes semble justifier les plus grands efforts de la part de l'OPAM en ce qui concerne la dissémination de l'information sur les actions stockage/destockage ponctuelles aussi bien que les règles du jeu générales afin que les commerçants puissent mieux se préparer.

Annexe 2. Tableau 5.B.

Les Politiques OPAM de stockage (achats) et de destockage (ventes et distributions) de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	1 3,3%	4 13,3%	8 26,7%	5 16,7%	18 60,0%
Koutiala				1 16,7%	1 16,7%
Tombouctou	1 9,1%	1 9,1%		1 9,1%	3 27,3%
Gao			1 8,3%		1 8,3%
Ansongo-Bourem			2 18,2%		2 18,2%
Important					
Bamako	1 3,3%	3 10,0%	2 6,7%		6 20,0%
Koutiala			2 33,3%	1 16,7%	3 50,0%

Sikasso				3 50,0%	3 50,0%
Ségou		1 11,1%	1 11,1%	2 22,2%	4 44,4%
Mopti		8 61,5%	2 15,4%		10 76,9%
Tombouctou		1 9,1%	3 27,3%	1 9,1%	5 45,5%
Gao	1 8,3%		1 8,3%	1 8,3%	3 25,0%
Ansongo-Bourem			3 27,3%	1 9,1%	4 36,4%
Rarement d'une importance					
Bamako	2 6,7%	2 6,7%	1 3,3%		5 16,7%
Koutiala				1 16,7%	1 16,7%
Sikasso			1 16,7%	2 33,3%	3 50,0%
Ségou			2 22,2%	1 11,1%	3 33,3%
Mopti		1 7,7%	1 7,7%		2 15,4%
Tombouctou		2 18,2%	1 9,1%		3 27,3%
Gao		2 16,7%	1 8,3%	2 16,7%	5 41,7%
Ansongo-Bourem			1 9,1%	2 18,2%	3 27,3%
Pas du tout important					
Bamako				1 3,3%	1 3,3%
Koutiala				1 16,7%	1 16,7%
Mopti				1 7,7%	1 7,7%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Gao			2 16,7%	1 8,3%	3 25,0%
Ansongo-Bourem			1 9,1%	1 9,1%	2 18,2%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 6.A.

Les Interventions des ONG pour l'achat, la vente ou la distribution de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale		5 5,0%	12 11,9%	9 8,9%	26 25,7%
Important		11 10,9%	7 6,9%	12 11,9%	30 29,7%
Rarement d'une importance			12 11,9%	14 13,9%	26 25,7%
Pas du tout important	2 2,0%	1 1,0%	6 5,9%	10 9,9%	19 18,8%
Total	2 2,0%	17 16,8%	37 36,6%	45 44,6%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Jusqu'à un certain point, les interventions des Organisations non-gouvernementales (les ONG) sont un cas analogue aux actions stockage/destockage de l'OPAM dans le Tableau précédent: Les ONG achètent des céréales localement pour la vente ou la distribution locale ou extérieure, ou la distribution des aides en céréales au nom de la CNAUR. Ici le **Tableau 6.A.** montre que juste une majorité des répondants (55,4 pourcent) estiment que l'information sur les interventions ONG est importante ou d'une importance cruciale (25,7 pourcent plus 29,7 pourcent). Les opinions sont également partagée entre "d'une importance cruciale" et "rarement d'une importance". Mais seuls deux commerçants se considèrent très bien informés contre 82 qui se considèrent mal informés ou pas du tout informés. Il se peut que toutes ces opinions globales sur l'importance soient influencées à la baisse à cause de l'excellente récolte en 1988/89 et du manque des grandes interventions par les ONG pendant l'année.

Dans le **Tableau 6.B.**, on voit que parmi les commerçants qui pensent que l'information sur les interventions ONG est d'une importance cruciale, la première position va à Bamako, siège de beaucoup d'ONG nationales et étrangères (43,3 pourcent). Étant donné que les distributions gratuites ont lieu très souvent dans les "zones à risque", on s'attend à ce que les commerçants du Nord-est tiennent l'information sur les interventions ONG en haute estime. C'est le cas à Gao où plus de neuf commerçants sur dix (91,7 pourcent) jugent que l'information est soit important soit d'une importance cruciale -- chiffre deux fois plus grand que celui de Tombouctou (45,5 pourcent) qui est, lui-même, inférieur au pourcentage de Koutiala (57,2 pourcent) pour les mêmes catégories. Coïncidence ou non, cet écart significatif entre Gao et Tombouctou en ce qui concerne l'importance des interventions ONG (2:1) représente la relation inverse

pour les deux villes concernant l'importance de stockage/destockage OPAM (1:2) [voir le Tableau précédent]. Il paraît que l'impact des interventions ONG est plus important à Gao qu'à Tombouctou.

Quant au Sud, les trois-quarts des répondants de Sikasso (75,3 pourcent) et de Ségou (77,7 pourcent) pensent que l'information sur les interventions ONG leur est rarement importante ou pas du tout importante, bien qu'il soit possible que le Sud constitue une source de contrats de ventes de céréales pour les ONG pour une livraison ailleurs.

Annexe 2. Tableau 6.B.

Les Interventions des ONG pour l'Achat, la Vente ou la Distribution des Céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako			8 26,7%	5 16,7%	13 43,3%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Mopti		3 23,1%			3 23,1%
Tombouctou		1 9,1%	2 18,2%		3 27,3%
Gao			1 8,3%	2 16,7%	3 25,0%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	1 8,3%	1 8,3%	3 25,0%
Important					
Bamako		3 10,0%	1 3,3%	3 10,0%	7 23,3%
Koutiala				3 42,9%	3 42,9%
Sikasso				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti		2 15,4%	1 7,7%		3 23,1%
Tombouctou		1 9,1%		1 9,1%	2 18,2%
Gao		3 25,0%	4 33,3%	1 8,3%	8 66,7%
Ansongo-Bourem		2 16,7%	1 8,3%	1 8,3%	4 33,3%
Rarement d'une importance					
Bamako			3 10,0%		3 10,0%
Koutiala				2 28,6%	2 28,6%

Sikasso			1 14,3%	3 42,9%	4 57,1%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%
Mopti			6 46,2%	1 7,7%	7 53,8%
Tombouctou			1 9,1%	3 27,3%	4 36,4%
Ansongo-Bourem			1 8,3%	2 16,7%	3 25,0%
Pas du tout important					
Bamako			5 16,7%	2 6,7%	7 23,3%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou				4 44,4%	4 44,4%
Tombouctou	1 9,1%	1 9,1%			2 18,2%
Gao	1 8,3%				1 8,3%
Ansongo-Bourem			1 8,3%	1 8,3%	2 16,7%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 7. A.

La Reception et la distribution et/ou la vente des aides alimentaires en céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	2 2,0%	4 4,0%	9 8,9%	10 9,9%	25 24,8%
Important		7 6,9%	14 13,9%	8 7,9%	29 28,7%
Rarement d'une importance		1 1,0%	7 6,9%	11 10,9%	19 18,8%
Pas du tout important	1 1,0%	2 2,0%	6 5,9%	19 18,8%	28 27,7%
Total	3 3,0%	14 13,9%	36 35,6%	48 47,5%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 7.A.** montre que juste en dessus de la moitié globale des répondants (53,5 pourcent) considèrent l'information sur la reception et la distribution et/ou la vente des

aides alimentaires en céréales important ou d'une importance cruciale (24,8 pourcent plus 28,7 pourcent). Cependant, le degré d'être informé empirent progressivement de sorte que 83,1 pourcent des répondants se déclarent mal informé ou pas du tout informé (35,6 pourcent plus 47,5 pourcent). A peu près un sur cinq estime que l'information sur les aides alimentaires n'est pas du tout important et qu'ils n'en sont pas du tout informé (18,8 pourcent).

Le **Tableau 7.B.** demontre l'importance des informations dans la région de Gao, typiquement bénéficiaire des aides alimentaires, là où elles pourraient influencer directement les stratégies commerciales de commerçants. Pleinement 100 pourcent des répondants d'Ansongo-Bourem et 75,0 pourcent de Gao disent que cette information est importante ou d'une importance cruciale. Ce qui est un peu inattendu est que l'importance est plus ou moins pareille entre Bamako avec 56,7 pourcent (36,7 pourcent plus 20,0 pourcent) et Tombouctou à 54,6 pourcent (36,4 pourcent plus 18,2 pourcent).

Par contre, les régions productrices au Sud semblent être les moins intéressées aux aides alimentaires. Les deux-tiers de commerçants à Ségou jugent que l'information sur les aides n'a aucune importance du tout (pas du tout important); ce chiffre s'élève à 100 pourcent quand on ajoute les commerçants qui pensent que l'information est rarement d'une importance (33,3 pourcent et 66,7 pourcent). Les chiffres comparables pour Sikasso, la ville la plus éloignée des zones habituelles de distribution des aides, sont à 85,7 pourcent (28,6 pourcent et 57,1 pourcent).

Une minorité de commerçants des zones traditionnellement bénéficiaires des aides alimentaires semble ne pas s'inquiéter de l'impact éventuel des aides. Un quart de répondants à Gao et plus d'un-tiers à Tombouctou disent que l'information sur les aides alimentaires n'est pas du tout importante pour eux.

Annexe 2. Tableau 7. B.

La Reception et la distribution et/ou la vente des aides alimentaires en céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako			6 20,0%	5 16,7%	11 36,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Mopti		2 15,4%			2 15,4%
Tombouctou	1 9,1%	1 9,1%		2 18,2%	4 36,4%
Gao			1 8,3%		1 8,3%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	1 8,3%	2 16,7%	2 16,7%	6 50,0%
Important					

Bamako		2 6,7%	1 3,3%	3 10,0%	6 20,0%
Koutiala				2 28,6%	2 28,6%
Sikasso				1 14,3%	1 14,3%
Mopti			4 30,8%		4 30,8%
Tombouctou		1 9,1%	1 9,1%		2 18,2%
Gao		3 25,0%	5 41,7%		8 66,7%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	3 25,0%	2 16,7%	6 50,0%
Rarement d'une importance					
Bamako		1 3,3%	3 10,0%	1 3,3%	5 16,7%
Koutiala				3 42,9%	3 42,9%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%
Mopti			4 30,8%	1 7,7%	5 38,5%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Pas du tout important					
Bamako			1 3,3%	7 23,3%	8 26,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso			1 14,3%	3 42,9%	4 57,1%
Ségou				6 66,7%	6 66,7%
Mopti		1 7,7%	1 7,7%		2 15,4%
Tombouctou	1 9,1%	1 9,1%	1 9,1%	1 9,1%	4 36,4%
Gao			2 16,7%	1 8,3%	3 25,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 8.A.

La Nature et les quantités des récoltes de céréales dans les pays voisins du Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	2 2,0%	5 5,0%	5 5,0%	15 14,9%	27 26,7%
Important		12 11,9%	7 6,9%	9 8,9%	28 27,7%
Rarement d'une importance		3 3,0%	8 7,9%	15 14,9%	26 25,7%
Pas du tout important		1 1,0%	1 1,0%	18 17,8%	20 19,8%
Total	2 2,0%	21 20,8%	21 20,8%	57 56,4%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

La connaissance de la nature et les quantités des récoltes de céréales dans les pays voisins sera utile aussi bien pour les commerçants importateurs/exportateurs de céréales que pour les commerçants des zones frontalières en générale. Le **Tableau 8.A.** montre que bien qu'une majorité (54,4 pourcent) des commerçants pense que l'information sur les récoltes de l'autre côté de la frontière est important ou d'une importance cruciale (26,7 pourcent plus 27,7 pourcent), assez peu d'entre eux (22,8 pourcent) se considèrent être très bien ou partiellement informés (2,0 pourcent plus 20,8 pourcent). D'ailleurs, la majorité d'entre eux ne se considère pas du tout informée (56,4 pourcent).

On s'attend à ce que les commerçants des villes frontalières accordent une certaine importance à l'état des récoltes des pays limitrophes, à la lumière des possibilités d'échanges commerciaux et l'impact sur les quantités et les prix de céréales sur les marchés maliens. Des villes d'enquête, on identifie donc les villes de Sikasso, Koutiala, Ansongo-Bourem et effectivement Gao comme villes frontalières. Le **Tableau 8.B.** présente une image mixte des résultats.

A Sikasso, d'abord, tous les commerçants jugent que l'information sur les récoltes dans les pays voisins leur est soit importante soit d'une importance cruciale (100 pourcent), mais ils prétendent de ne pas être du tout informés (100 pourcent). C'est le même cas à Koutiala. Par contraste, les deux-tiers des commerçants d'Ansongo-Bourem et les trois-quarts des commerçants de Gao pensent que cette information leur est importante ou d'une importance cruciale. Presqu'un-tiers des commerçants de Gao et presque la moitié de ceux d'Ansongo-Bourem disent qu'ils sont très bien ou au moins partiellement informés (32,4 pourcent et 49,9 pourcent, respectivement).

Une fois entrée au Mali, l'origine étrangère des céréales importe peu. Ainsi, dans les villes comme Tombouctou, très éloignée de la frontière, tous les commerçants enquêtés, sauf un seul, ne se trouvent pas du tout informés de la nature et les quantités des récoltes céréalières dans les pays voisins. En outre, toujours à Tombouctou, pour une majorité des commerçants (54,5 pourcent), l'information n'est pas du tout importante et les commerçants ne sont pas du tout informés.

Annexe 2. Tableau 8.B.

La Nature et les quantités des récoltes de céréales dans les pays voisins

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	1 3,3%	2 6,7%	3 10,0%		6 20,0%
Koutiala				5 71,4%	5 71,4%
Sikasso				5 71,4%	5 71,4%
Ségou				4 44,4%	4 44,4%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Gao		2 16,7%	1 8,3%		3 25,0%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	1 8,3%	1 8,3%		3 25,0%
Important					
Bamako		6 20,0%		3 10,0%	9 30,0%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Mopti		1 7,7%	3 23,1%		4 30,8%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Gao		1 8,3%	4 33,3%	1 8,3%	6 50,0%
Ansongo-Bourem		4 33,3%		1 8,3%	5 41,7%
Rarement d'une importance					
Bamako		1 3,3%	3 10,0%	3 10,0%	7 23,3%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%
Mopti			2 15,4%	5 38,5%	7 53,8%
Tombouctou			1 9,1%	2 18,2%	3 27,3%

Gao		1 8,3%		1 8,3%	2 16,7%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	2 16,7%	1 8,3%	4 33,3%
Pas du tout important					
Bamako		1 3,3%	1 3,3%	6 20,0%	8 26,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti				2 15,4%	2 15,4%
Tombouctou				6 54,5%	6 54,5%
Gao				1 8,3%	1 8,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 9.A.

L'Évolution des prix de céréales dans les pays voisins du Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	5 5,0%	2 2,0%	2 2,0%	14 13,9%	23 22,8%
Important			8 7,9%	7 6,9%	25 24,8%
Rarement d'une importance	1 1,0%	2 2,0%	8 7,9%	16 15,8%	27 26,7%
Pas du tout important		3 3,0%	3 3,0%	20 19,8%	26 25,7%
Total	6 5,9%	17 16,8%	21 20,8%	57 56,4%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Les résultats du sondage sur l'évolution des prix de céréales dans les pays voisins sont très similaires à ceux sur la nature et les quantités des récoltes céréalières dans les pays voisins (Tableau précédent). Ici le **Tableau 9.A.** montre que moins de la moitié des commerçants (47,6 pourcent) pensent que l'information sur l'évolution des prix de céréales à l'étranger est importante ou d'une importance cruciale (22,8 pourcent plus 24,8 pourcent). Toutefois, moins d'un-quart d'entre eux (22,7 pourcent) se considère très bien ou partiellement informé (5,9 pourcent plus 16,8 pourcent) et la même majorité (56,4 pourcent) ne se sent pas du tout informée.

Regardons d'abord les villes frontalières dans le **Tableau 9.B**. Résultat inattendu une fois encore, tous les commerçants enquêtés à Koutiala et à Sikasso (100 pourcent dans chaque ville) pensent qu'ils ne sont pas du tout informés sur l'évolution des prix de céréales dans les pays voisins, bien qu'ils pensent que l'information leur est importante ou d'une importance cruciale (85,7 pourcent et 100 pourcent, respectivement). Les trois-quarts des commerçants de Gao et la moitié d'Ansongo-Bourem pensent que l'information leur est importante ou d'une importance cruciale, bien qu'ils soient pour la plupart mal ou pas du tout informés (75,4 pourcent et 52,3 pourcent, respectivement).

Une fois de plus, le cas de Tombouctou reflète son éloignement de la frontière où huit commerçants sur dix croient que le suivi de l'évolution des prix à l'étranger leur est rarement d'une importance ou sans importance (82,8 pourcent) et où neuf commerçants sur dix ne sont pas du tout informés (90,9 pourcent). A Ségou, ville également à l'intérieur du pays, les trois-quarts des commerçants pensent que l'information sur l'évolution des prix à l'étranger leur est rarement d'une importance ou pas du tout important (77,7 pourcent) mais ils ne sont tous pas du tout informés (100 pourcent).

Généralement, Bamako et Mopti se comportent comme d'autres villes de l'intérieur, où une minorité de commerçants trouve que l'information est soit importante soit d'une importance cruciale (43,3 pourcent et 30,1 pourcent, respectivement) mais où peu d'entre eux sont très bien ou partiellement informés (36,3 pourcent et 15,4 pourcent, respectivement).

Annexe 2. Tableau 9.B.

L'Évolution des prix de céréales dans les pays voisins du Mali

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	3 10,0%				3 10,0%
Koutiala				6 85,7%	6 85,7%
Sikasso				5 71,4%	5 71,4%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti	1 7,7%	1 7,7%	1 7,7%		3 23,1%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Gao		1 8,3%	1 8,3%		2 16,7%
Ansongo-Bourem	1 8,3%				1 8,3%
Important					
Bamako		4 13,3%	4 13,3%	2 6,7%	10 33,3%

Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Mopti			1 7,7%		1 7,7%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Gao		2 16,7%	3 25,0%	1 8,3%	6 50,0%
Ansongo-Bourem		4 33,3%		1 8,3%	5 41,7%
Rarement d'une importance					
Bamako	1 3,3%	1 3,3%	1 3,3%	3 10,0%	6 20,0%
Ségou				4 44,4%	4 44,4%
Mopti			2 15,4%	5 38,5%	7 53,8%
Tombouctou			1 9,1%	2 18,2%	3 27,3%
Gao			2 16,7%	1 8,3%	3 25,0%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	2 16,7%	1 8,3%	4 33,3%
Pas du tout important					
Bamako		2 6,7%	1 3,3%	8 26,7%	11 36,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%
Mopti				2 15,4%	2 15,4%
Tombouctou		1 9,1%		5 45,5%	6 54,5%
Gao				1 8,3%	1 8,3%
Ansongo-Bourem			2 16,7%		2 16,7%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 10.A.

L'Information météorologique (pluviométrie, crue ou décrue du fleuve)

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	26 25,7%	27 26,7%	4 4,0%	2 2,0%	59 58,4%
Important	5 5,0%	6 5,9%	3 3,0%	7 6,9%	21 20,8%

Rarement d'une importance			2 2,0%	9 8,9%	11 10,9%
Pas du tout important			3 3,0%	7 6,9%	10 9,9%
Total	31 30,7%	33 32,7%	12 11,9%	25 24,8%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

D'une part, on peut considérer l'information météorologique comme facteur intermédiaire plutôt que primaire dans le sens où elle se manifeste dans d'autres facteurs, tels que la nature et les quantités des récoltes céréalières ou l'évolution des prix des céréales dans le temps. D'autre part, le **Tableau 10.A.** montre que presque quatre commerçants sur cinq (79,2 pourcent) croient que l'information météorologique est soit importante soit d'une importance cruciale pour le commerce céréalier (58,4 pourcent plus 20,8 pourcent). La majorité (63,4 pourcent) se définit comme soit très bien informée soit partiellement informée (30,7 pourcent plus 32,7 pourcent). Cela dit, à peu près un-quart se définit comme pas du tout informé (24,8 pourcent).

La ventilation du sondage dans le **Tableau 10.B.** révèle deux groupements de villes qui se détachent nettement l'un de l'autre en ce qui concerne l'importance de l'information météorologique et le degré d'être informé. D'un côté, une forte majorité des commerçants considèrent que l'information météorologique est importante ou d'une importance cruciale à Bamako (80,0 pourcent), à Mopti (100 pourcent), à Tombouctou (81,8 pourcent), à Gao (91,7 pourcent) et à Ansongo-Bourem (75,0 pourcent). D'ailleurs, ils se considèrent très bien ou partiellement informés à Bamako (100 pourcent), à Mopti (76,9 pourcent), à Tombouctou (63,4 pourcent), à Gao (91,7 pourcent) et à Ansongo-Bourem (58,3 pourcent).

Par contraste, l'information météorologique est rarement d'une importance ou pas du tout important pour le commerce céréalier à Koutiala (71,5 pourcent) à Sikasso (57,2 pourcent) et à Ségou (66,6 pourcent). Néanmoins, ce qui fait réellement contraster les deux groupements est le fait que tous les commerçants à Koutiala, à Sikasso et à Ségou se considèrent être pas du tout informés sur la météorologie (100 pourcent, chaque ville).

Étant donné qu'on peut capter les bulletins météorologiques à la radio tous les jours, on peut chercher pourquoi le second groupement ne s'en informe pas. Une explication est que dans les zones pluvieuses, l'impact des fluctuations dans la pluviométrie sur les récoltes est moins sévère donc moins inquiétant. C'est logique que si les commerçants des zones pluvieuses ne jugent pas l'information météorologique importante, ils ne s'informent pas, tout court. Ou en réalité sous-estiment-ils leur connaissance météorologique?

Annexe 2. Tableau 10.B.

L'Information météorologique (pluviométrie, crue ou décrue du fleuve)

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	13 43,3%	11 36,7%			24 80,0%
Ségou				1 11,1%	1 11,1%
Mopti	2 15,4%	6 46,2%	1 7,7%		9 69,2%
Tombouctou	3 27,3%	4 36,4%	1 9,1%	1 9,1%	9 81,8%
Gao	6 50,0%	3 25,0%			9 75,0%
Ansongo-Bourem	2 16,7%	3 25,0%	2 16,7%		7 58,3%
Important					
Bamako	4 13,3%	1 3,3%	1 3,3%		6 20,0%
Koutiala				2 28,6%	2 28,6%
Sikasso				3 42,9%	3 42,9%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti		2 15,4%	2 15,4%		4 30,8%
Gao	1 8,3%	1 8,3%			2 16,7%
Ansongo-Bourem		2 16,7%			2 16,7%
Rarement d'une importance					
Koutiala				3 42,9%	3 42,9%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%
Tombouctou			1 9,1%	1 9,1%	2 18,2%
Ansongo-Bourem			1 8,3%		1 8,3%
Pas du tout important					
Koutiala				2 28,6%	2 28,6%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou				3 33,3%	3 33,3%

Gao			1 8,3%		1 8,3%
Ansongo-Bourem			2 16,7%		2 16,7%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 11.A.

Les Mesures réglementaires régissant la pratique du commerce céréalier

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	17 17,2%	17 17,2%	22 22,2%	3 3,0%	59 59,6%
Important	7 7,1%	11 11,1%	13 13,1%	1 1,0%	32 32,3%
Rarement d'une importance		1 1,0%	3 3,0%	2 2,0%	6 6,1%
Pas du tout important	1 1,0%		1 1,0%		2 2,0%
Total	25 25,3%	29 29,3%	39 39,4%	6 6,1%	99 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 11.A.** indique que presque tous les commerçants (91,9 pourcent) estiment que l'information sur la réglementation de la pratique du commerce céréalier leur est importante ou d'une importance cruciale (59,6 pourcent plus 32,3 pourcent). Tout de même, le Tableau indique que juste la moitié d'entre eux (54,6 pourcent) se tient très bien ou partiellement informées (25,3 pourcent plus 29,3 pourcent). La plus grande catégorie se considère être mal informée (39,4 pourcent).

D'après le **Tableau 11. B.**, les commerçants de Koutiala, Sikasso, Mopti et Gao disent tous que l'information sur les mesures réglementaires est soit important soit d'une importance cruciale (100 pourcent dans chaque ville). Mais au-delà, la similarité disparaît. A Gao, tous les commerçants pensent encore qu'ils sont très bien informés ou partiellement informés (100 pourcent) alors que cette catégorie comprend moins de la moitié à Mopti (46,2 pourcent). Quant à Sikasso, tous les commerçants pensent qu'ils sont mal informés (100 pourcent) tandis qu'à Koutiala cinq sur six pensent qu'ils sont mal ou pas du tout informés.

Presque tous les commerçants de Bamako et de Ségou croient que l'information réglementaire est importante ou d'une importance cruciale (96,7 pourcent et 88,9 pourcent, respectivement). Bien que les quatre-cinquièmes se considèrent très bien ou partiellement informés à Bamako (80,0 pourcent), chacun se considère mal ou pas du tout informé à Ségou (100 pourcent).

Ailleurs dans le Nord-est, de nombreux commerçants de Tombouctou se considèrent très bien ou partiellement informés sur les règles (81,9 pourcent) et pensent que l'information est importante ou d'une importance cruciale (72,7 pourcent). Les trois-quarts des commerçants d'Ansongo-Bourem pensent que l'information est importante ou d'une importance cruciale (75,0 pourcent) mais un plus grand nombre d'entre eux se considèrent mal ou pas du tout informés (83,4 pourcent).

Aucune tendance perceptible ne se dessine entre l'importance de l'information sur les mesures réglementaires et le degré d'être informé, ni par région ni par taille de ville.

Annexe 2. Tableau 11.B.

Les Mesures réglementaires régissant la pratique du commerce céréalier

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	10 33,3%	11 36,7%	4 13,3%		25 83,3%
Koutiala			3 50,0%	1 16,7%	4 66,7%
Sikasso			6 100%		6 100%
Ségou			5 55,6%	1 11,1%	6 66,7%
Mopti		3 23,1%			3 23,1%
Tombouctou	4 36,4%	1 9,1%			5 45,5%
Gao	3 25,0%	1 8,3%			4 33,3%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	4 33,3%	1 8,3%	6 50,0%
Important					
Bamako		2 6,7%	2 6,7%		4 13,3%
Koutiala		1 16,7%	1 16,7%		2 33,3%
Ségou			1 11,1%	1 11,1%	2 22,2%
Mopti		3 23,1%	7 53,8%		10 76,9%
Tombouctou		3 27,3%			3 27,3%
Gao	7 58,3%	1 8,3%			8 66,7%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	2 16,7%		3 25,0%
Rarement d'une importance					
Ségou				1 11,1%	1 11,1%

Tombouctou		1 9,1%	1 9,1%		2 18,2%
Ansongo-Bourem			2 16,7%	1 8,3%	3 25,0%
Pas du tout important					
Bamako	1 3,3%				1 3,3%
Tombouctou			1 9,1%		1 9,1%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 12.A.

La Politique d'importation/exportation de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	12 11,9%	10 9,9%	10 9,9%	16 15,8%	48 47,5%
Important	5 5,0%	3 3,0%	11 10,9%	6 5,9%	25 24,8%
Rarement d'une importance		2 2,0%	9 8,9%	9 8,9%	20 19,8%
Pas du tout important			4 4,0%	4 4,0%	8 7,9%
Total	17 16,8%	15 14,9%	34 33,7%	35 34,7%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Selon le **Tableau 12.A.**, à peu près sept commerçants sur dix pensent que l'information sur la politique d'importation/exportation de céréales est importante ou d'une importance cruciale (72,3 pourcent). Cependant, à peu près la même proportion se déclare être mal informée ou pas du tout informée (68,4 pourcent). Moins d'un-cinquième se déclare très bien informé (16,8 pourcent).

On peut formuler l'hypothèse que la politique d'importation/exportation importe plus pour les commerçants des villes frontalières et, par conséquent, ils s'informent; cependant, la politique importe moins pour les commerçants des villes à l'intérieur du pays qui ne s'informent pas. Le **Tableau 12.B.** montre plusieurs cas contraires de sorte qu'on est prêt à abandonner cette hypothèse en faveur d'une seconde qui postule que la politique d'importation/exportation affecte la plupart des grands commerçants, quelque soient leurs bases d'opération.

Prenons les villes frontalières déjà identifiées dans les Tableaux 8.B. et 9.B. Presque tous les commerçants de Koutiala et de Sikasso prétendent que l'information sur la

politique import/export de céréales leur est soit importante soit d'une importance cruciale (85,7 pourcent dans chaque ville), ce qui confirme une partie de la première hypothèse. Toutefois, personne ne se considère être très bien informée ou partiellement informée (0 pourcent dans chaque ville), ce qui semble contredire la deuxième partie de la première hypothèse. A Gao, les trois-quarts ds commerçants trouvent que l'information est soit importante soit d'une importance cruciale (75,0 pourcent) pendant qu'un-tiers se trouve très bien ou partiellement informé (33,4 pourcent), ce qui infirme la première hypothèse. Les mêmes catégories à Ansongo-Bourem sont un-tiers et un-quart. Une explication vraisemblable de ce mauvais degré global d'être informé est que des commerçants font l'importation/exportation de céréales sans forcément se renseigner sur la politique d'import/export.

Pour le cas de Mopti, ville intérieure, la première hypothèse est confirmée: Seuls 15,4 pourcent des commerçants de Mopti croient que l'information leur est importante ou d'une importance cruciale et seuls 7,7 pourcent se considère même partiellement informé. Le cas de Tombouctou, ville intérieure elle aussi, représente l'exception qui fait la règle: Tous les commerçants de Tombouctou pensent que l'information leur est importante ou d'une importance cruciale (100 pourcent) et une majorité d'entre eux se trouve ou très bien informée ou partiellement informée (54,6 pourcent). Finalement, l'écrasante majorité des commerçants de Bamako, ville-émettrice des licences d'importation dans le temps, croient que l'information est importante ou d'une importance cruciale (96,7 pourcent) pendant que 60,0 pourcent des commerçants se considèrent très bien informés ou partiellement informés.

Annexe 2. Tableau 12.B.

La Politique d'importation/exportation de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	8 26,7%	6 20,0%	1 3,3%	4 13,3%	19 63,3%
Koutiala			1 14,3%	5 71,4%	6 85,7%
Sikasso			1 14,3%	3 42,9%	4 57,1%
Ségou			2 22,2%	2 22,2%	4 44,4%
Mopti		1 7,7%			1 7,7%
Tombouctou	2 18,2%	2 18,2%	2 18,2%		6 54,5%
Gao	2 16,7%		2 16,7%	1 8,3%	5 41,7%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	1 8,3%	1 8,3%	3 25,0%
Important					

Bamako	3 10,0%	1 3,3%	4 13,3%	2 6,7%	10 33,3%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou			1 11,1%	1 11,1%	2 22,2%
Mopti			1 7,7%		1 7,7%
Tombouctou		2 18,2%	3 27,3%		5 45,5%
Gao	2 16,7%		1 8,3%	1 8,3%	4 33,3%
Ansongo-Bourem			1 8,3%		1 8,3%
Rarement d'une importance					
Bamako			1 3,3%		1 3,3%
Sikasso				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				2 22,2%	2 22,2%
Mopti			5 38,5%	1 7,7%	6 46,2%
Gao			3 25,0%		3 25,0%
Ansongo-Bourem		2 16,7%		5 41,7%	7 58,3%
Pas du tout important					
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				1 11,1%	1 11,1%
Mopti			4 30,8%	1 7,7%	5 38,5%
Ansongo-Bourem				1 8,3%	1 8,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 13.A.

La Politique sur le transport de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	9 8,9%	12 11,9%	9 8,9%	8 7,9%	38 37,6%
Important	10 9,9%	11 10,9%	6 5,9%	10 9,9%	37 36,6%

Rarement d'une importance	1 1,0%	1 1,0%	5 5,0%	8 7,9%	15 14,9%
Pas du tout important	1 1,0%	2 2,0%	3 3,0%	5 5,0%	11 10,9%
Total	21 20,8%	26 25,7%	23 22,8%	31 30,7%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Le **Tableau 13.A.** montre qu'environ les trois-quarts des commerçants (74,2 pourcent) croient que disposer d'information sur la politique de transport de céréales est soit important soit d'une importance cruciale (37,6 pourcent plus 36,6 pourcent). Cependant, moins de la moitié d'entre eux (46,5 pourcent) se considèrent être soit très bien informés soit même partiellement informés (20,8 pourcent plus 25,7 pourcent). Ceci peut s'expliquer par une division nette du travail entre commerçant et transporteur dans certaines villes d'enquête et/ou par une pratique dans le secteur de transport par laquelle les commerçants-transporteurs de certaines villes importatrices se rendent dans les zones productrices plutôt que le sens inverse -- ces deux explications ont pour effet "d'excuser" cette ignorance apparente de la part des commerçants.

Selon le **Tableau 13.B.**, neuf commerçants sur dix (90,0 pourcent) de Bamako, siège de l'UNCTRM et des grandes sociétés de transport, estiment que l'information sur la politique de transport est importante (40,0 pourcent) et d'une importance cruciale (50,0 pourcent). Les deux-tiers des commerçants de Bamako se déclarent très bien ou partiellement informés (23,3 pourcent plus 43,3 pourcent).

Parmi les commerçants des zones déficitaires du Nord-est, on constate une haute estime de l'importance de l'information sur la politique de transport de céréales. Cinq sur six à Gao (83,3 pourcent), les deux-tiers à Tombouctou (65,6 pourcent) et à Ansongo-Bourem (66,7 pourcent) pensent que l'information leur est importante ou d'une importance cruciale. D'ailleurs, trois commerçants sur quatre dans toutes les trois villes s'en considèrent très bien ou partiellement informés. Le taux de commerçants de Mopti estimant que l'information sur la politique de transport est importante ou d'une importance cruciale est égal à un taux de commerçants très bien ou partiellement informés à 61,5 pourcent.

Bien que les commerçants dans les zones excédentaires de production de Sikasso, Koutiala et Ségou pensent qu'en général l'information est importante ou d'une importance cruciale (71,5 pourcent, 71,4 pourcent et 55,5 pourcent, respectivement), aucun commerçant ne se trouve très bien informé ou même partiellement informé (0 pourcent). Ceci pourrait s'expliquer par la division du travail entre transporteurs et commerçants.

Annexe 2. Tableau 13.B.

La Politique sur le Transport de Céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	2 6,7%	5 16,7%	4 13,3%	4 13,3%	15 50,0%
Koutiala			1 14,3%		1 14,3%
Sikasso			1 14,3%	2 28,6%	3 42,9%
Ségou			2 22,2%	1 11,1%	3 33,3%
Mopti	1 7,7%	1 7,7%			2 15,4%
Tombouctou	2 18,2%	4 36,4%			6 54,5%
Gao	3 25,0%				3 25,0%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	2 16,7%	1 8,3%	1 8,3%	5 41,7%
Important					
Bamako	4 13,3%	6 20,0%	2 6,7%		12 40,0%
Koutiala				4 57,1%	4 57,1%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou			1 11,1%	1 11,1%	2 22,2%
Mopti		4 30,8%	2 15,4%		6 46,2%
Tombouctou	1 9,1%				1 9,1%
Gao	5 41,7%	1 8,3%	1 8,3%		7 58,3%
Ansongo-Bourem				3 25,0%	3 25,0%
Rarement d'une importance					
Bamako	1 3,3%	1 3,3%			2 6,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou			1 11,1%	2 22,2%	3 33,3%
Mopti			1 7,7%		1 7,7%
Tombouctou			2 18,2%		2 18,2%

Gao			1 8,3%		1 8,3%
Ansongo-Bourem				3 25,0%	3 25,0%
Pas du tout important					
Bamako		1 3,3%			1 3,3%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				1 11,1%	1 11,1%
Mopti		1 7,7%	2 15,4%	1 7,7%	4 30,8%
Tombouctou	1 9,1%		1 9,1%		2 18,2%
Gao				1 8,3%	1 8,3%
Ansongo-Bourem				1 8,3%	1 8,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 14.A.

Les Disponibilités de transport de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	11 11,0%	15 15,0%	13 13,0%	7 7,0%	46 46,0%
Important	7 7,0%	11 11,0%	10 10,0%	7 7,0%	35 35,0%
Rarement d'une importance	1 1,0%	1 1,0%	3 3,0%	6 6,0%	11 11,0%
Pas du tout important	2 2,0%	2 2,0%	2 2,0%	2 2,0%	8 8,0%
Total	21 21,0%	29 29,0%	28 28,0%	22 22,0%	100 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Faire ou ne pas faire une transaction dans le commerce céréalier dépend parfois de la disponibilité momentanée de moyens de transport. Le **Tableau 14.A.** indique que globalement quatre commerçants sur cinq (81, 0 pourcent) jugent que l'information sur les disponibilités de transport pour le commerce céréalier leur est soit importante soit d'une importance cruciale (46,0 pourcent plus 35,0 pourcent). On voit ici une distribution symétrique des réponses sur le degré d'être informé: Une moitié précise des

commerçants se croit être très bien informée ou partiellement informée, alors que l'autre moitié se croit mal informée ou pas du tout informée.

A l'image du Tableau 13.B. précédent, le **Tableau 14.B.** indique des résultats qui semblent encore dépendre de qui assure le transport inter-urbain et d'une spécialisation de travail, peut-être localisée, entre commerçant de céréales et transporteur de céréales.

Plus de neuf commerçants sur dix de Bamako et de Mopti, pôles d'attraction opposés pour l'acheminement de céréales du Sud, croient que l'information sur les disponibilités de transport est importante ou d'une importance cruciale (93,4 pourcent et 92,7 pourcent, respectivement). Plus de six sur dix de Bamako et plus de cinq sur dix de Mopti croient aussi qu'ils sont très bien ou partiellement informés (63,4 pourcent et 53,8 pourcent, respectivement).

Quant au Sud, on remarque encore que les commerçants de Sikasso, de Koutiala et de Ségou se considèrent tous être mal informés ou pas du tout informés sur les disponibilités de transport des céréales, bien qu'ils pensent que l'information là-dessus est importante ou d'une importance cruciale (71,5 pourcent à Sikasso et à Koutiala, seulement 37,5 pourcent à Ségou). Ceci semble ajouter de la foi aux hypothèse qu'au moins dans les zones productrices du Sud qu'il y a une spécialisation firme entre les commerçants et les transporteurs.

Finalement, les commerçants de Tombouctou et de Gao, qui s'approvisionnent des sources très éloignées pour la plupart de leurs besoins en mil et en sorgho, sont les meilleurs informés sur les disponibilités de transport: ils se considèrent très bien informés ou partiellement informés à 100 pourcent à Tombouctou et à 83,4 pourcent à Gao.

Annexe 2. Tableau 14.B.

Les Disponibilités de transport de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	5 16,7%	5 16,7%	3 10,0%	4 13,3%	17 56,7%
Koutiala			2 28,6%		2 28,6%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou			2 25,0%		2 25,0%
Mopti	1 7,7%	1 7,7%	2 15,4%		4 30,8%
Tombouctou	3 27,3%	4 36,4%			7 63,6%

Gao	1 8,3%	3 25,0%			4 33,3%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	2 16,7%	4 33,3%	1 8,3%	8 66,7%
Important					
Bamako	4 13,3%	3 10,0%	4 13,3%		11 36,7%
Koutiala				3 42,9%	3 42,9%
Sikasso			1 14,3%	2 28,6%	3 42,9%
Ségou				1 12,5%	1 12,5%
Mopti		5 38,5%	3 23,1%		8 61,5%
Tombouctou		2 18,2%			2 18,2%
Gao	3 25,0%	1 8,3%	1 8,3%		5 41,7%
Ansongo-Bourem			1 8,3%	1 8,3%	2 16,7%
Rarement d'une importance					
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso				2 28,6%	2 28,6%
Ségou			2 25,0%	2 25,0%	4 50,0%
Gao	1 8,3%	1 8,3%	1 8,3%		3 25,0%
Ansongo-Bourem				1 8,3%	1 8,3%
Pas du tout important					
Bamako		2 6,7%			2 6,7%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Ségou				1 12,5%	1 12,5%
Mopti			1 7,7%		1 7,7%
Tombouctou	2 18,2%				2 18,2%
Ansongo-Bourem			1 8,3%		1 8,3%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 15.A.

Les Disponibilités de sacs pour les céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	12 12,2%	13 13,3%	21 21,4%	13 13,3%	59 60,2%
Important	7 7,1%	9 9,2%	10 10,2%	3 3,1%	29 29,6%
Rarement d'une importance	2 2,0%		3 3,1%	2 2,0%	7 7,1%
Pas du tout important			2 2,0%	1 1,0%	3 3,1%
Total	21 21,4%	22 22,4%	36 36,7%	19 19,4%	98 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

On entend parfois des plaintes des commerçants du manque de sacs qui joue sur leur capacité de remplir les conditions pour l'achat (par appels d'offre) de céréales seches en sacs tous neufs, imposées par l'OPAM. Ce qui est frappant dans le **Tableau 15.A.** est qu'à peu près neuf sur dix répondants dans l'échantillon global pensent que l'information sur la disponibilité des sacs pour le commerce céréalier est importante ou d'une importance cruciale (60,2 pourcent plus 29,6 pourcent) alors que plus de la moitié des répondants se déclarent être mal ou pas du tout informée (36,7 pourcent plus 19,4 pourcent). Ceci semble signaler un plus grand souci parmi les commerçants que l'on aurait autrement pensé. Il reste à investiger davantage la saisonnalité de cette importance d'information.

La décomposition des données par ville dans le **Tableau 15.B.** révèle plusieurs résultats curieux. Par exemple, les commerçants de Koutiala croient à 100 pourcent que l'information sur la disponibilité de sacs est d'une importance cruciale, mais ils se trouvent soit mal informés soit pas du tout informés, aussi à 100 pourcent. C'est presque la même chose à Sikasso et à Ségou où l'écrasante majorité des commerçants pensent que l'information sur les sacs est d'une importance cruciale, mais qu'ils se trouvent mal ou pas du tout informés (85,7 pourcent et 87,5 pourcent, respectivement). Cette perception répandue de ne pas être bien informé sur la disponibilité de sacs pour les céréales dans la principale zone productrice pourra ralentir le acheminement efficace de céréales vers les zones nettement déficitaires.

A Gao-ville, 57,4 pourcent des répondants qui pensent que l'information sur la disponibilité des sacs est importante ou d'une importance cruciale se déclarent très bien informés. Par contre, les même catégories à Mopti se chiffrent à 0 pourcent. Même à Bamako, 43,3 pourcent des commerçants se considèrent mal informés ou pas du tout

informés sur la disponibilité de sacs, toutes catégories d'importance d'information confondues.

Annexe 2. Tableau 15.B.

Les Disponibilités de sacs pour les céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	7 23,3%	6 20,0%	3 10,0%	4 13,3%	20 66,7%
Koutiala			3 42,9%	4 57,1%	7 100,0%
Sikasso			3 42,9%	3 42,9%	6 85,7%
Ségou				7 87,5%	7 87,5%
Mopti		1 8,3%	1 8,3%		2 16,7%
Tombouctou	1 9,1%	4 36,4%	1 9,1%		6 54,5%
Gao	2 16,7%	1 8,3%			3 25,0%
Ansongo-Bourem	2 18,2%	1 9,1%	3 27,3%	2 18,2%	8 72,7%
Important					
Bamako	1 3,3%	3 10,0%	5 16,7%		9 30,0%
Sikasso				1 14,3%	1 14,3%
Mopti		3 25,0%	2 16,7%		5 41,7%
Tombouctou	1 9,1%	2 18,2%	1 9,1%		4 36,4%
Gao	5 41,7%	1 8,3%	2 16,7%		8 66,7%
Ansongo-Bourem				2 18,2%	2 18,2%
Rarement d'une importance					
Ségou				1 12,5%	1 12,5%
Mopti			3 25,0%		3 25,0%
Tombouctou	1 9,1%				1 9,1%
Gao	1 8,3%				1 8,3%
Ansongo-Bourem				1 9,1%	1 9,1%
Pas du tout important					

Bamako				1 3,3%	1 3,3%
Mopti			2 16,7%		2 16,7%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 16.A.

Les Techniques de conditionnement et de stockage de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	9 9,3%	6 6,2%	14 14,4%	8 8,2%	37 38,1%
Important	6 6,2%	12 12,4%	9 9,3%	9 9,3%	36 37,1%
Rarement d'une importance		3 3,1%	1 1,0%	11 11,3%	15 15,5%
Pas du tout important		1 1,0%	3 3,1%	5 5,2%	9 9,3%
Total	15 15,5%	22 22,7%	27 27,8%	33 34,0%	97 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Un bon stockage de céréales permet la commercialisation de céréales tout au long de l'année, bien après la récolte. A cet égard, le **Tableau 14.A.** montre que les trois-quarts des commerçants jugent que l'information sur les techniques de conditionnement et de stockage leur est soit important soit d'une importance cruciale (38,1 pourcent plus 37,1 pourcent). Tout de même, juste moins d'un-tiers des commerçants se tiennent soit très bien informés soit partiellement informés (15,5 pourcent plus 22,7 pourcent).

Le stockage de céréales au niveau grossiste/demi-grossiste a déjà fait l'objet de plusieurs recherches (Dioné et al., Mehta). La répartition des données par ville dans le **Tableau 14.B.** semble vérifier les principales conclusions.

On constate que les commerçants des zones excédentaires en production céréalière stockent leurs céréales pendant une durée extrêmement courte, une semaine à peu près, et qu'ils préfèrent vite écouler leurs céréales. Donc, il n'est pas surprenant que cette préférence d'un roulement rapide de stocks se manifeste chez les commerçants de Sikasso et de Koutiala, dont seulement une minorité pense que l'information sur le conditionnement et le stockage est importante ou d'une importance cruciale (42,9 pourcent, chaque ville). A Ségou, le pourcentage des commerçants qui trouve l'information sur les techniques de stockage importante ou d'une importance cruciale tombe encore plus bas à 37,5 pourcent. Plus choquant, chaque commerçant dans les trois villes prétend ne pas être du tout informé.

Par contraste avec le Sud, l'écrasante majorité des commerçants de Bamako et de Mopti déclarent que l'information sur les techniques de conditionnement et de stockage est importante ou d'une importance cruciale (93,1 pourcent et 91,7 pourcent, respectivement). Toutefois, une différence se montre entre les deux villes quant au pourcentage des commerçants se considérant très bien ou partiellement informé: 37,9 pourcent à Bamako contre 75,0 pourcent à Mopti. Que le pourcentage des commerçants très bien informés ou partiellement informés soit deux fois plus grand environ à Mopti qu'à Bamako peut s'expliquer par le fait que la durée moyenne de stockage est beaucoup plus courte à Mopti (aussi centre d'éclatement de céréales vers le Nord-est) de sorte que les techniques de stockage sont plus simples ou moins exigeantes à Mopti (Mehta).

On voit aussi un grand intérêt aux techniques de stockage dans le Nord-est où l'offre de céréales est parfois rare. A Tombouctou, ville d'enquête la plus enclavée, 80,0 pourcent des commerçants pensent que l'information sur le stockage est importante ou d'une importance cruciale. Une proportion égale se prononce être très bien ou partiellement informée.

Annexe 2. Tableau 16.B.

Les Techniques de conditionnement et de stockage de céréales

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	2 6,9%	2 6,9%	8 27,6%	5 17,2%	17 58,6%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Mopti	1 8,3%	2 16,7%	2 16,7%		5 41,7%
Tombouctou	3 30,0%	1 10,0%			4 40,0%
Gao	2 16,7%				2 16,7%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	1 8,3%	4 33,3%	2 16,7%	8 66,7%
Important					
Bamako	2 6,9%	4 13,8%	4 13,8%		10 34,5%
Koutiala				2 28,6%	2 28,6%
Sikasso				3 42,9%	3 42,9%
Ségou				3 37,5%	3 37,5%
Mopti			6 50,0%		6 50,0%
Tombouctou		2 20,0%	2 20,0%		4 40,0%

Gao	4 33,3%		3 25,0%		7 58,3%
Ansongo-Bourem				1 8,3%	1 8,3%
Rarement d'une importance					
Bamako				1 3,4%	1 3,4%
Koutiala				3 42,9%	3 42,9%
Sikasso				3 42,9%	3 42,9%
Ségou				2 25,0%	2 25,0%
Mopti				1 8,3%	1 8,3%
Tombouctou			2 20,0%		2 20,0%
Ansongo-Bourem		1 8,3%	1 8,3%	1 8,3%	3 25,0%
Pas du tout important					
Bamako			1 3,4%		1 3,4%
Koutiala				1 14,3%	1 14,3%
Sikasso				1 14,3%	1 14,3%
Ségou			1 12,5%	2 25,0%	3 37,5%
Gao			2 16,7%	1 8,3%	3 25,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 2. Tableau 17.A.

Les Disponibilités de crédit pour le commerce céréalier

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale	13 12,9%	23 22,8%	19 18,8%	19 18,8%	74 73,3%
Important		4 4,0%	5 5,0%	1 1,0%	10 9,9%

Rarement d'une importance		1 1,0%	5 5,0%	2 2,0%	8 7,9%
Pas du tout important	3 3,0%		3 3,0%	3 3,0%	9 8,9%
Total	16 15,8%	28 27,7%	32 31,7%	25 24,8%	101 100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Selon le **Tableau 17.A.**, plus de quatre commerçants sur cinq estiment que l'information sur les disponibilités de crédit pour le commerce céréalier est importante ou d'une importance cruciale (73,3 pourcent plus 9,9 pourcent). Toutefois, plus de la moitié se considèrent être mal ou pas du tout informée. Seuls 15,8 pourcent des répondants se tiennent très bien informés sur le crédit.

La répartition des données par ville dans le **Tableau 17.B.** est d'autant plus révélatrice. Tout d'abord, tous les commerçants-répondants de Koutiala, Sikasso et Ségou (100 pourcent dans chaque ville) pensent que disposer d'information sur les disponibilités de crédit est d'une importance cruciale. Mais tous les commerçants de Koutiala et de Sikasso (encore à 100 pourcent chacune) et presque tous ceux (88,8 pourcent) de Ségou se considèrent être mal informés ou pas du tout informés. Les commerçants de Bamako, eux aussi, pensent presque tous (93,3 pourcent) que l'information sur le crédit est d'une importance cruciale, mais cette fois-ci ils se déclarent très bien ou partiellement informés (73,3 pourcent). Ceci semblent confirmer que les commerçants de la capitale disposent d'un accès privilégié au crédit, grâce à une infrastructure bancaire plus développée à Bamako par rapport à celles des autres régions. Bien que les trois-quart des commerçants d'Ansongo-Bourem (75,0 pourcent) pensent que l'information est d'une importance cruciale, plus de la moitié (58,4 pourcent) se déclare mal ou pas du tout informée (16,7 pourcent et 41,7 pourcent).

Le cas de Gao est curieux. Seuls 16,7 pourcent des commerçants jugent que l'information sur le crédit est d'une importance cruciale, le pourcentage le plus bas entre les huit villes, contre 58,3 pourcent qui pensent que cette information leur est rarement d'une importance ou pas du tout importante. Par comparaison, les mêmes catégories à Tombouctou représentent plus de la moitié (54,5 pourcent) contre 36,4 pourcent. Peut-être cette meilleure appréciation de l'information à Tombouctou reflète le fait que les programmes PRMC de crédit de campagne ne soient pas encore étendus aux 6^e et 7^e régions et le fait qu'un seul commerçant de Gao, contre trois de Tombouctou, avait bénéficié d'un crédit de campagne avalisé par l'OPAM en 1988/89.

Annexe 2. Tableau 17.B.

Les Disponibilités de Crédit pour le Commerce Céréalié

IMPORTANCE	DEGRÉ D'ETRE INFORMÉ				Total
	Très bien	Partiellement	Mal	Pas du tout	
D'une importance cruciale					
Bamako	9 30,0%	13 43,3%	6 20,0%		28 93,3%
Koutiala			3 42,9%	4 57,1%	7 100,0%
Sikasso			1 14,3%	6 85,7%	7 100,0%
Ségou		1 11,1%	4 44,4%	4 44,4%	9 100,0%
Mopti		4 30,8%	2 15,4%		6 46,2%
Tombouctou	2 18,2%	3 27,3%	1 9,1%		6 54,5%
Gao	1 8,3%	1 8,3%			2 16,7%
Ansongo-Bourem	1 8,3%	1 8,3%	2 16,7%	5 41,7%	9 75,0%
Important					
Mopti	3 23,1%	2 15,4%			5 38,5%
Tombouctou			1 9,1%		1 9,1%
Gao		1 8,3%	2 16,7%		3 25,0%
Ansongo-Bourem				1 8,3%	1 8,3%
Rarement d'une importance					
Mopti			2 15,4%		2 15,4%
Tombouctou			1 9,1%	2 18,2%	3 27,3%
Gao		1 8,3%	2 16,7%		3 25,0%
Pas du tout important					
Bamako	1 3,3%		1 3,3%		2 6,7%
Tombouctou				1 9,1%	1 9,1%
Gao	2 16,7%		1 8,3%	1 8,3%	4 33,3%
Ansongo-Bourem			1 8,3%	1 8,3%	2 16,7%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Annexe 3. Les Facteurs pris en compte dans les négociations commerciales

Le sondage s'intéresse aux méthodes de formation du prix de céréales lors de négociations commerciales entre un commerçant et son fournisseur (prix d'achat) et entre un commerçant et son client (prix de vente), en ce sens que certains facteurs pris en compte pourront relever du SIM.

A. Prix d'achat de céréales

On a demandé aux commerçants de citer par ordre d'importance décroissant les facteurs dont ils tiennent compte pour tomber d'accord avec leurs fournisseurs sur le prix d'achat pour une céréale particulière.

Le premier facteur cité, gagnant de loin (80,8 pourcent), est le prix d'achat du jour au marché de référence, comme montré dans le **Tableau 1** de la page suivante.

On a repris la même question sans limite de répétitions, pendant lesquelles les commerçants avaient l'option de continuer de citer des facteurs pris en compte ou de se retirer. Après cinq manches consécutives, c'est toujours le prix d'achat du jour qui est en première position (27,1 pourcent), suivi de près par l'offre et la demande de la céréale sur le marché (22,7 pourcent). Les résultats se voient dans le **Tableau 2**.

Effectivement, il n'y a aucune différence entre ces deux premiers facteurs. Le prix du jour sur le marché se reflète dans les conditions de l'offre et la demande. A son tour, l'offre et la demande se traduisent par le prix du jour sur le marché. Chaque facteur inclus l'autre. Chacun reformule l'idée derrière l'autre. Tous les deux reflètent la concurrence. On peut donc dire que le prix d'achat du jour équivalant à l'offre et la demande sur le marché, rend compte de la moitié environ (49,8 pourcent) des facteurs cumulatifs pris en compte dans la formation du prix d'achat. En tout état de cause, il est clair que les commerçants mettent l'accent sur un commerce à court term, un écoulement rapide de céréales.

Notons la nuance dans l'interprétation des troisième et quatrième facteurs. Le fait que le profit anticipé au lieu de vente (plutôt qu'au jour de vente) ait été cité deux fois plus fréquemment semble favoriser un arbitrage spatial pour la plupart des commerçants (plutôt qu'un arbitrage temporel). On verra dans le Tableau 3 que Mopti et Gao représentent l'exception qui fait la règle: là, peu de commerçants prennent en compte le profit anticipé de vente au lieu de vente parce que le lieu de vente est très souvent Mopti-ville ou Gao-ville elles-mêmes (Steffen et Koné).

Le **Tableau 3** ventile les trois premiers facteurs cités par ville, d'abord comme pourcent de toutes les villes et ensuite comme pourcent de toutes les réponses des commerçants de la ville.

Annexe 3. Tableau 1

Premier facteur pris en compte dans la négociation du prix d'achat d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

PREMIER FACTEUR		
Les prix d'achat du jour de la céréale sur le marché.	84	80,8%
Le profit anticipé de vente au lieu de vente.	7	6,7%
L'offre et la demande de la céréale sur le marché.	3	2,9%
Le profit anticipé de vente le jour de vente.	2	1,9%
La disponibilité des moyens de transport de la céréale.	1	1,0%
La disponibilité des sacs.	1	1,0%
La tendance anticipée du prix d'achat de la céréale dans un mois.	1	1,0%
La tendance anticipée du prix d'achat de la céréale dans un an.	1	1,0%
La tendance anticipée du prix d'achat des céréales de substitution dans six mois.	1	1,0%
L'offre et la demande des céréales de substitution sur le marché.	1	1,0%
Le pouvoir de négociation appartient au fournisseur.	1	1,0%
Mes profits d'autres produits me permettent une certaine souplesse dans la négociation du prix (même si je paie un peu trop d'argent).	1	1,0%
Total	104	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 3)

Annexe 3. Tableau 2

Cinq premiers facteurs cumulatifs pris en compte dans la négociation du prix d'achat d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

CINQ PREMIERS FACTEURS CUMULATIFS		
Les prix d'achat du jour de la céréale sur le marché.	98	27,1%
L'offre et la demande de la céréale sur le marché.	82	22,7%
Le profit anticipé de vente <u>au lieu</u> de vente.	54	14,9%
Le profit anticipé de vente <u>le jour</u> de vente.	24	6,6%
La tendance anticipée du prix d'achat de la céréale dans un mois.	20	5,5%
La disponibilité des moyens de transport de la céréale.	18	5,0%
La disponibilité des moyens de stockage de la céréale.	13	3,6%

La disponibilité des sacs.	13	3,6%
L'offre et la demande des céréales de substitution sur le marché.	12	3,3%
Les prix d'achat du jour au marché des céréales de substitution.	12	3,3%
Mes profits d'autres produits me permettent une certaine souplesse dans la négociation du prix (même si je paie un peu trop d'argent).	6	1,7%
La tendance anticipée du prix d'achat de la céréale dans six mois.	3	0,8%
La tendance anticipée du prix d'achat de la céréale dans un an.	2	0,6%
La tendance anticipée du prix d'achat des céréales de substitution dans six mois.	1	0,3%
La tendance anticipée du prix d'achat des céréales de substitution dans un an.	1	0,3%
Le pouvoir de négociation appartient au fournisseur.	1	0,3%
Autre.	2	0,6%
Total	362	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 173)

Annexe 3. Tableau 3

Cinq facteurs cumulatifs pris en compte dans la négociation du prix d'achat d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

CINQ FACTEURS CUMULATIFS PAR VILLE	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Les prix d'achat du jour de la céréale au marché			
Bamako	30	30,6%	96,8%
Koutiala	8	8,2%	100,0%
Sikasso	6	6,1%	85,7%
Ségou	9	9,2%	100,0%
Mopti	13	13,3%	100,0%
Tombouctou	10	10,2%	90,9%
Gao	11	11,2%	91,7%
Ansongo-Bourem	11	11,2%	100,0%
Total	98	100,0%	
L'Offre et la demande de la céréale sur le marché			
Bamako	30	36,6%	96,8%
Koutiala	7	8,5%	87,5%
Sikasso	6	7,3%	85,7%

Ségou	6	7,3%	66,7%
Mopti	13	15,6%	100,0%
Tombouctou	9	11,0%	81,8%
Gao	9	11,0%	75,0%
Ansongo-Bourem	2	2,4%	18,2%
Total	82	100,0%	
Le Profit anticipé de vente au lieu de vente			
Bamako	24	44,4%	77,4%
Koutiala	5	9,3%	62,5%
Sikasso	4	7,4%	57,1%
Ségou	7	13,0%	77,8%
Mopti	2	3,7%	15,4%
Tombouctou	5	9,3%	45,5%
Gao	2	3,7%	16,7%
Ansongo-Bourem	5	9,3%	45,5%
Total	54	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989

B. Prix de vente de céréales

Cette fois-ci, on a demandé aux commerçants de citer par ordre d'importance décroissant les facteurs dont ils tiennent compte pour tomber d'accord avec leurs clients sur le prix de vente pour une céréale particulière.

A l'instar des facteurs pris en compte pour le prix d'achat, le premier facteur cité ici est le prix de vente du jour au marché de référence à 76,7 pourcent, comme le montre le **Tableau 4** de la page suivante.

Après avoir repris la même question cinq fois, c'est le prix de vente du jour qui est en première position (25,9 pourcent), suivi de près par l'offre et la demande de la céréale sur le marché (21,0 pourcent). Une fois de plus, ces deux facteurs symétriques traitant des conditions du marché s'élèvent à presque de la moitié des facteurs cumulatifs pris en compte (46,9 pourcent). Ils font toujours croire que les commerçants opèrent dans le court term pour leurs affaires. Tous les résultats sont présentés dans le **Tableau 5**.

On attire l'attention des lecteurs sur la différence entre les troisième et quatrième facteurs. Pour les profits, il paraît que beaucoup de commerçants s'habituent plus aux marges fixes de prix de vente dans les périodes de stabilité sur le marché (ce qui était le cas en mai-juin 1989) qu'aux marges variables, ce qui semble concorder avec d'autres recherches antérieures (Dioné et al., Phelinas).

Finalement, le **Tableau 6** ventile les trois premiers facteurs cités par ville, d'abord comme pourcent de toutes les villes et ensuite comme pourcent de toutes les réponses

des commerçants de la ville. Encore, les commerçants de Mopti et de Gao se détachent des autres. Très peu d'entre-eux prennent compte des prix de revient plus les marges fixes de profits lors de la négociation sur le prix de vente.

Annexe 3. Tableau 4

Premier facteur pris en compte dans la négociation du prix de vente d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

PREMIER FACTEUR		
Les prix de vente du jour de la céréale au marché.	79	76,7%
Mon prix de revient plus ma marge habituelle ou fixe de profit.	11	10,7%
Mon prix de revient plus ma marge variable de profit.	6	5,8%
La tendance anticipée du prix de vente de la céréale dans un mois.	2	1,9%
L'offre et la demande de la céréale sur le marché.	2	1,9%
Mes profits d'autres produits me permettent une certaine souplesse dans la négociation du prix de vente.	2	1,9%
Autre.	1	1,0%
Total	103	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 4)

Annexe 3. Tableau 5

Cinq premiers facteurs cumulatifs pris en compte dans la négociation du prix de vente d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

CINQ PREMIERS FACTEURS CUMULATIFS		
Les prix de vente du jour de la céréale au marché.	95	25,9%
L'offre et la demande de la céréale sur le marché.	77	21,0%
Mon prix de revient plus ma marge habituelle ou fixe de profit.	67	18,3%
Mon prix de revient plus ma marge variable de profit.	46	12,5%
La tendance anticipée du prix de vente de la céréale dans un mois.	19	5,2%
Les prix de vente du jour au marché des céréales de substitution.	12	3,3%
L'offre et la demande des céréales de substitution sur le marché.	11	3,0%
La disponibilité des moyens de transport de la céréale.	9	2,5%

Mes besoins immédiats d'argent (même si je perds de l'argent sur la transaction donnée).	8	2,2%
Mes profits d'autres produits me permettent une certaine souplesse dans la négociation du prix de vente.	7	1,9%
La disponibilité des moyens de stockage de la céréale.	6	1,6%
La disponibilité des sacs.	6	1,6%
La tendance anticipée du prix de vente de la céréale dans six mois.	2	0,5%
La tendance anticipée du prix de vente de la céréale dans un an.	1	0,3%
Autre.	1	0,3%
Totale	367	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989
(Non-réponses = 168)

Annexe 3. Tableau 6

Cinq facteurs cumulatifs pris en compte dans la négociation du prix de vente d'une céréale donnée par ordre d'importance décroissant

CINQ FACTEURS CUMULATIFS PAR VILLE	Nombre	Pourcent des Villes	Pourcent dans Ville
Les prix de vente du jour de la céréale au marché			
Bamako	29	30,5%	93,5%
Koutiala	8	8,4%	100,0%
Sikasso	7	7,4%	100,0%
Ségou	9	9,5%	100,0%
Mopti	12	12,6%	92,3%
Tombouctou	9	9,5%	81,8%
Gao	11	11,6%	91,7%
Ansongo-Bourem	11	11,6%	100,0%
Total	95	100,0%	
L'Offre et la demande de la céréale sur le marché			
Bamako	30	39,0%	96,8%
Koutiala	7	9,1%	87,5%
Sikasso	6	7,8%	85,7%
Ségou	4	5,2%	44,4%
Mopti	13	2,2%	100,0%
Tombouctou	8	16,9%	72,7%

Gao	8	16,9%	66,7%
Ansongo-Bourem	1	1,3%	9,1%
Total	77	100,0%	
Mon prix de revient plus ma marge habituelle ou fixe de profit			
Bamako	27	40,3%	87,1%
Koutiala	7	10,4%	87,5%
Sikasso	5	7,5%	71,4%
Ségou	5	7,5%	55,6%
Mopti	1	1,5%	7,7%
Tombouctou	8	11,9%	72,7%
Gao	2	3,0%	16,7%
Ansongo-Bourem	11	16,4%	100,0%
Total	67	100,0%	

Enquête Projet Sécurité Alimentaire MSU-CESA, Mai-Juin 1989

Annexe 4. Les Coûts d'être mal informé: des exemples de l'échantillon

Face à plusieurs options, des opérateurs économiques collectent autant d'éléments d'information que possible afin de peser rationnellement tous les avantages et inconvénients avant de prendre une décision. A cet égard, la collecte et l'analyse d'information constituent une partie normale des coûts de transaction encourus volontairement pour la négociation d'une affaire. Il en est ainsi parce que les coûts de ne pas s'informer à priori risquent d'être plus cher.

Tout de même, on est appelé parfois à prendre des décisions à l'improviste ou à réagir aux événements inattendus sous des conditions d'information incomplète ou imparfaite. Cela pourra rendre dépassées les décisions prises antérieurement, parfois pour des conséquences malheureuses, voire coûteuses.

Pour examiner davantage l'hypothèse que le manque de bon accès aux informations pertinentes à temps voulu mène à des mauvaises décisions, on a demandé aux commerçants, pendant les trois dernières années [de mai-juin 1986 à mai-juin 1989], s'ils se sont trouvés pris au dépourvu par un changement dans le marché céréalier qui a eu un impact majeur sur leur commerce de céréales. Les résultats se trouvent dans le **Tableau 1** qui montre qu'à peu près trois commerçants sur dix ont été surpris par un tel changement.

Annexe 4. Tableau 1

Nombre de commerçants qui se sont trouvé pris au dépourvu par un changement dans le marché céréalier qui a eu un impact majeur sur leurs affaires

VILLE	PRIS AU DEPOURVU PAR UN CHANGEMENT?		Total	
	Oui	Non		
Bamako	11 35,5%	20 64,5%	31	100,0%
Koutiala	1 12,5%	7 87,5%	8	100,0%
Sikasso		7 100,0%	7	100,0%
Ségou	2 22,2%	7 77,8%	9	100,0%
Mopti	4 30,8%	9 69,2%	13	100,0%
Tombouctou	3 27,3%	8 72,7%	11	100,0%
Gao	2 20,0%	8 80,0%	10	100,0%
Ansongo-Bourem	7 53,8%	6 46,2%	13	100,0%
Total	30 29,4%	72 70,6%	102	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Puis, on leur a demandé ce qui s'est passé. Les explications se trouvent dans le **Tableau 2**.

Annexe 4. Tableau 2

Explications de comment certains commerçants se sont trouvé pris au dépourvu par un changement dans le marché céréalier

EXPLICATIONS		
L'arrivée des dons de céréales sur le marché qui se vendaient à n'importe quel prix a engendré une perte.	7	23,3%
Une chute inattendue de prix dans ma propre ville; j'ai dû vendre à perte.	7	23,3%
Le blocage des licences d'importation de riz (1987/88) et le non-respect des règles du jeu ont entravé nos affaires.	4	13,3%
Le non-respect des engagements de l'offre et des prix de l'Office du Niger (1987/88) pendant que les importations ont été bloquées.	3	10,0%
La non-réussite de demande aux prêts bancaires a entravé mes affaires.	2	6,7%
Une chute inattendue de prix dans une autre ville; j'ai dû vendre à perte.	2	6,7%

La mauvaise répartition du crédit PRMC aux commerçants non-céréaliers n'a rien laissé pour les commerçants céréaliers (1986/87 et 1987/88).	1	3,3%
La pourriture inattendue de 12,5 T de maïs en transit pour une vente ultérieure dans une autre ville a engendré une perte d'argent.	1	3,3%
Le décalage imprévu entre les conditions du marché au moment de la commande des importations et leur arrivée.	1	3,3%
Les ruptures inattendues dans mes sources d'approvisionnement a engendré une perte.	1	3,3%
Les décisions non-constantes relatives à la politique céréales faussent la planification.	1	3,3%
Total	30	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

Un coup d'oeil sur cette liste montre que la plupart des explications touche le domaine des informations diffusées par le SIM soit présentement soit dans un proche avenir pendant que le SIM renforce sa capacité d'analyse:

- o mouvements inter-urbains des prix;
- o localisation des distributions de dons;
- o interdiction des importations de riz;
- o politique du prix de riz;
- o programmes de crédits de campagne; et
- o politique céréalière en générale.

Ceci laisse croire que si les informations nécessaires avaient été disponibles, les commerçants auraient agi autrement en évitant de mauvaises décisions. On a demandé donc aux commerçants s'ils avaient eu accès à l'information nécessaire à l'époque (ou s'ils avaient été bien informé à l'époque), quelles actions ils auraient entreprises. Les réponses sont dans le **Tableau 3**.

Annexe 4. Tableau 3

Les actions qu'on aurait entreprises si on avait eu accès a l'information nécessaire à l'époque

ACTIONS QU'ON AURAIT ENTREPRIS		
J'aurais constitué des stocks importants au préalable.	7	25,0%
J'aurais pris toutes les dispositions qui s'imposent.	6	21,4%
Je n'aurais même pas acheté de céréales pour les vendre ailleurs.	5	17,9%
Je ne sais pas si j'aurais pu vraiment entreprendre d'autres actions.	5	17,9%

J'aurais mis mon argent ailleurs pour ne pas l'immobiliser.	3	10,7%
J'aurais changé de banques pour avoir n examen plus favorable de ma demande de prêt.	1	3,6%
J'aurais mieux veillé sur le prix d'achat.	1	3,6%
Total	28	100,0%

Enquête Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU, Mai-Juin 1989

On voit que des commerçants auraient constitué de gros stocks pour éviter des ruptures dans les sources d'approvisionnement (Office du Niger, importations, achats dans la campagne).

On voit que des commerçants auraient mieux veillé sur les mouvements de prix et la distribution des dons ou qu'ils n'auraient même pas acheté des céréales, tous les deux pour éviter les ventes à perte.

Des commerçants n'auraient pas immobilisé leur argent dans le riz bloqué pendant des mois en dehors du Mali.

Certains commerçants disent, plus vaguement, qu'ils auraient pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter tant des surprises que des pertes financières. Ceci pourrait être n'importe quelle des actions éventuelles. D'autres commerçants encore admettent qu'ils ne sont pas certains s'ils auraient pu entreprendre d'autres actions, même avec suffisamment d'avertissement.

On n'a pas demandé aux commerçants de quantifier leurs pertes financières ou leurs pertes en termes de coût d'opportunité. Tout de même, les cas décrits ci-dessus démontrent qu'il y a un coût d'être mal informé dans le commerce céréalier. Jusqu'à un certain point, tout le monde devient victime en ce sens que les pertes sont

- o soit absorbées par le commerçant (ce qui empêche des investissements qui visent à un commerce céréalier plus efficace et peut-être, aboutit à sa faillite et sa sortie du marché),
- o soit renvoyées aux consommateurs sous forme de prix plus élevés.

Il n'est pas nécessaire d'attendre à ce que la cellule d'analyse du marché céréalier au sein du SIM soit élargie et bien rodée pour que le SIM ait la capacité d'aborder tous ces sujets dont le manque d'information ont mené aux pertes. Il est souhaitable qu'on commence dès maintenant. Tout le monde y gagnera.

Annexe 5. Note sur le Projet Sécurité Alimentaire

Le Projet Sécurité ALimentaire CESA-MSU-USAID se situe dans le contexte plus global de l'Accord de Coopération (No. DAN-1190-A-00-4092-00) entre la Michigan State University (MSU) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (AID) sur la Sécurité Alimentaire en Afrique. Cet Accord vise à mettre en évidence, par l'analyse comparative du secteur agro-alimentaire d'un certain nombre de pays africains, les traits

communs et les éléments spécifiques aux problèmes de sécurité alimentaire des différentes sous-régions du Continent.

Composante malienne de cet Accord de Coopération, le Projet Sécurité Alimentaire CESA-MSU-USAID traite du suivi et de l'analyse des réformes de politique du marché céréalier au Mali. Il est placé sous le parrainage institutionnel du Secrétariat Technique de la Commission Nationale de Suivi et d'Évaluation de la Stratégie Alimentaire au Mali (CESA) qui en assure la coordination avec les activités de ses différents groupes de travail spécialisés. Ce Projet a pour objectif de:

1. Mener des recherches sur les opérations de commercialisation des céréales au Mali, en examinant notamment des voies alternatives de ravitaillement des marchés céréaliers au Mali, surtout au Nord-est du pays, et les conséquences de chacune de ces voies; des actions susceptibles d'améliorer le fonctionnement des marchés céréaliers que pourrait entreprendre le secteur public en collaboration avec le secteur privé; et le suivi de l'impact de la libéralisation continue des marchés céréaliers sur les commerçants de céréales et les ménages-consommateurs de céréales;
2. Contribuer aux analyses et débats en cours sur les options éventuelles de politiques de commercialisation de céréales, grâce aux résultats des recherches décrites ci-dessus; et
3. Fournir une assistance technique au Système d'Information sur le Marché céréalier (SIM), l'aider à se doter de sa propre capacité d'analyse du marché céréalier et de suivi des réformes de politique alimentaire.

La série de Documents de Travail publiés périodiquement par le Projet constitue des rapports d'étape. Ces Documents sont, par conséquent, tous provisoires et leur contenu ne saurait en aucun cas être considéré ou interprété comme indicateur du point de vue ou de la position officielle des personnes ou institutions impliquées. La responsabilité des idées, commentaires et arguments présentés ou discutés dans ces Documents incombe exclusivement à leurs auteurs.

Du reste, les buts visés par la production, la distribution et la discussion de ces rapports sont de trois ordres:

1. Mettre à la disposition des personnes et organisations pertinentes des données et informations ponctuelles et opportunes, susceptibles de leur être utiles dans leur processus de réflexion et de prise de décision;
2. Stimuler, de la part de ces personnes et organisations, des réactions, commentaires, critiques et suggestions, de manière à pouvoir élargir l'horizon des connaissances relatives à la question de la sécurité alimentaire dans son ensemble; et
3. Informer les personnes et organisations intéressées de l'état d'avancement de l'exécution du Projet.

Les commentaires, les questions, et tous renseignements de la part de nos lecteurs sont vivement sollicités et bienvenus et peuvent être adressés à l'adresse suivante:

Food Security in Africa Cooperative Agreement (Mali)
Department of Agricultural Economics
Michigan State University
East Lansing, Michigan 48824-1039
USA